

Approches coopératives



N°10. Avril 2021



L'éducation des filles et des femmes

“La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour l'humanité est celle de la coopération et du partenariat.”
Kofi Annan



Approches Coopératives : revue trimestrielle éditée par l'APAC
Association pour la Promotion des Approches Coopératives

Directeur de la publication : Dominique BENARD contact@approchescooperatives.org

Comité éditorial : Lawrence CHILDS, Roland DAVAL, Alain DEWERDT, Patrick GALLAUD, Hamady MBODJ, Biorn MAYBURY-LEWIS, Dante MONFERRER, Michel SEYRAT,

SOMMAIRE

EDITORIAL - Menaces sur la scolarité des filles	4
UNE URGENCE - Préserver la scolarité des filles pendant la pandémie	6
ANALYSE - L'éducation des filles et des femmes	11
TEMOIGNAGE - La voix des filles.....	21
DECRYPTAGE - Qu'est-ce que le genre ?	26
DOSSIER - Lutter contre les stéréotypes sexuels	32
RECIT - Un centre éducatif pour les filles de la rue	43
RECIT - Autonomiser les filles descolarisées	49
PROPOSITIONS - Stratégie pour une école inclusive.....	55
UNE ONG DU NORD MALI - Tassaght.....	62
LES AGP - Cour commune	64

Menaces sur la scolarité des filles

Par Roland DAVAL



Photo D. Bénard

Nous avons récemment consacré le N° 7 d'Approches Coopératives à "L'accès à l'Education Pour Tous en Afrique". Dans ce N° 10 nous souhaitons apporter un regard particulier sur "L'Education des filles et des femmes".

Ces réflexions que nous voulons vous faire partager sont d'autant plus importantes qu'elles sont de pleine actualité avec la crise sanitaire que nous traversons.

Dans un dossier spécial éducation du journal Le Monde en date du 5 décembre 2020, on pouvait lire : "Mais où sont passées les filles ? Où sont les 11 millions d'écolières qui manquent à l'appel depuis cette rentrée ? Particulièrement en Afrique subsaharienne où elles sont les premières victimes collatérales du COVID 19, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)... La nécessité d'une main d'œuvre d'appoint pour garnir la table familiale a transformé des millions d'entre elles en aides ménagères, en paysannes ou petites vendeuses sur les marchés. Ce début d'un basculement ne semble pas une simple parenthèse".

Plus récemment dans le même journal en date du 2 avril 2021,

Les stéréotypes de genre maintiennent les femmes, c'est-à-dire 50% de l'humanité dans un statut inférieur.

la journaliste Mme Marie DE VERGES dans un article ayant pour titre "Les dégâts scolaires du COVID-19 en Afrique", soulignait que "Surtout, le risque est que l'école n'apparaisse plus comme une priorité à l'heure où la survie économique est en jeu. C'est bien le défi auquel fait face le continent africain qui a connu en 2020 sa première récession depuis un quart de siècle... Dans les foyers les plus vulnérables, les jeunes ont été mis à contribution pour aider à joindre les deux bouts. Les filles sont davantage menacées... Ces décrochages scolaires de doivent pas être pris à la légère. La théorie économique a bien démontré à quel point l'éducation est un moteur puissant de la croissance et du développement... Le système éducatif nécessite des investissements de longue haleine qu'il peut être tentant de remettre à plus tard. Pourtant ce chantier, aujourd'hui plus qu'hier, doit être la grande priorité du continent le plus jeune du monde".

Les articles qui suivent vont contribuer à dresser un état des lieux quant à l'éducation des filles et des femmes mais également à présenter des expériences de terrain et des propositions et suggestions pour aller de l'avant.

Dans ce numéro, nous avons aussi souhaité réinterroger la question du genre : "Si le sexe semble défini par la nature, par biologie, le genre est défini par la société. C'est une construction sociale. Le genre concerne

plutôt l'idée que l'on se fait, dans une société donnée, du rôle de l'homme et du rôle de la femme".

Or l'inégalité dans l'accès à l'éducation entre les filles et les garçons est largement due aux stéréotypes de genre qui dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres maintiennent les femmes, c'est-à-dire 50% de l'humanité dans un statut inférieur.

Les approches coopératives ici encore peuvent jouer un grand rôle pour permettre aux éducateurs d'aider les garçons et les filles à se libérer des stéréotypes et à se reconnaître les uns et les autres comme des partenaires égaux.

Un grand merci à toutes celles et tous ceux qui ont accepté de contribuer à la rédaction de ce nouveau numéro d'Approches Coopératives et en particulier à l'Association REPTA (Réseau Education pour tous en Afrique).

[Retour au sommaire](#)

UNE URGENCE

Préserver la scolarité des filles pendant la pandémie

Justine SASS

Chef de section de l'éducation pour l'inclusion et l'égalité des genres, UNESCO

La pandémie COVID-19 a provoqué la plus grande perturbation de l'éducation de l'histoire, mettant - à son apogée - plus de 90% de la population étudiante mondiale hors de l'école. L'UNESCO estime qu'à la fin du mois de janvier, en moyenne, les écoles avaient été fermées ou partiellement fermées pendant 5,5 mois (22 semaines), soit l'équivalent des deux tiers d'une année scolaire.

Protéger les fragiles progrès réalisés

Avant la COVID-19, nous étions déjà loin de l'égalité des sexes dans et par l'éducation. Près de 260 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire n'étaient pas scolarisés ; les trois quarts des enfants en âge de fréquenter l'école qui risquent de ne jamais y mettre les pieds sont des filles. Les femmes représentent encore près des deux tiers de tous les adultes incapables de lire - 515 millions d'entre elles ne



Photo Pexels. Katerina Holmes

**Les femmes
représentent encore
près des deux tiers
de tous les adultes
incapables de lire**

possèdent pas les compétences de base en lecture.

La pandémie de COVID-19 est loin d'être terminée, les interruptions et les fermetures d'écoles se poursuivant dans un certain nombre de pays du monde, y compris dans les pays à revenu élevé.

**L'allongement
des périodes de
confinement à domicile
a également entraîné
une augmentation des
rapports de violence
sexiste**

Il est nécessaire d'assurer la continuité de l'apprentissage des filles et leur retour à l'école pour protéger les fragiles progrès réalisés en matière d'éducation au cours des deux dernières décennies, où le nombre de filles non scolarisées a diminué de 81 millions.

Il est plus important que jamais que les gouvernements s'attaquent aux discriminations persistantes afin de parvenir à l'égalité pour les générations actuelles et futures de filles.

**Dimensions sexospécifiques
des fermetures d'écoles du
COVID-19**

L'expérience des crises passées montre que les filles sont particulièrement vulnérables face aux fermetures prolongées des écoles. Cette pandémie n'est pas différente.

Pendant l'épidémie de COVID-19 en 2020, des plateformes d'apprentissage en ligne ont été utilisées pour l'enseignement primaire et secondaire dans environ 55 % des pays à faible revenu, 73 % des pays à revenu moyen inférieur et 93 % des pays à revenu moyen supérieur. Ce passage à l'enseignement à distance en ligne pourrait désavantager les filles, qui ont moins accès que les garçons à l'internet dans de nombreux contextes - notamment dans les pays les moins avancés où la fracture numérique entre les sexes se creuse.

Les filles ont également été chargées de davantage de tâches domestiques et de travaux ménagers, notamment de s'occuper des jeunes frères et sœurs et d'autres membres de la famille, ce qui réduit le temps consacré à l'enseignement à distance. Des données récentes de l'UNICEF, de Plan International et d'ONU Femmes montrent que les adolescentes consacrent beaucoup plus d'heures aux tâches ménagères que les garçons du même âge depuis l'arrivée de COVID-19.

L'allongement des périodes de confinement à domicile a également entraîné une augmentation des rapports de violence sexiste. Cette augmentation se produit alors que les services, y compris ceux liés à l'état de droit, à la santé et à la protection, sont détournés pour s'occuper de COVID-19.

Au-delà des impacts psychosociaux et physiques, l'UNESCO signale que l'expérience ou le fait d'être témoin de violences peut avoir des conséquences immédiates et à long terme sur l'apprentissage et le bien-être, ainsi que sur la poursuite de la violence et la perpétuation de la violence.

Les mariages d'enfants - une autre violation des droits de l'enfant - sont presque universellement interdits, et pourtant ils se produisent 33 000 fois par jour, tous les jours, dans le monde entier. L'effet total de la pandémie de COVID-19 devrait



Photo pexels. Nieto Hernandez

Selon les projections de l'UNESCO, près de 24 millions d'enfants et de jeunes, dont 11 millions de filles, pourraient ne pas retourner à l'école

entraîner 13 millions de mariages d'enfants supplémentaires d'ici 2030, avec les conséquences qui en découlent sur l'éducation et la santé des filles - notamment l'augmentation des grossesses chez les adolescentes.

Selon les projections de l'UNESCO, près de 24 millions d'enfants et de jeunes, dont 11 millions de filles, pourraient ne pas retourner à l'école. Les filles âgées de 12 à 17 ans sont particulièrement exposées au risque de décrochage scolaire dans les pays à faible revenu et à revenu inférieur, tandis que les garçons sont plus exposés dans les pays à revenu moyen supérieur et à revenu élevé.

Reconstruire l'égalité

Nous devons considérer que c'est le moment de rétablir l'égalité, de transformer les systèmes éducatifs pour qu'ils soient résilients, qu'ils tiennent compte de l'égalité des sexes et qu'ils s'attachent à ne laisser personne de côté.

Cela commence par un financement durable de l'éducation des filles, afin que personne ne soit laissé de côté. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO montre que, même avant la crise du COVID-19, seul un pays sur cinq faisait preuve d'un engagement fort en faveur de l'équité dans l'éducation par le biais de ses mécanismes de financement, et il y a peu de preuves d'un angle fort d'équité dans les réponses du COVID-19. Environ 40 % des pays à revenu faible et moyen inférieur n'ont pris aucune mesure pour soutenir les apprenants les plus exposés au risque d'exclusion lors de la crise COVID-19 en 2020. Sur les 29 pays interrogés dans toutes les régions, deux tiers des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur ont réduit leur budget éducatif depuis le début de la pandémie du COVID-19.

Ces coupes budgétaires risquent de nuire à la scolarisation et à la rétention des filles - avec des effets plus larges, immédiats et à plus long terme, sur la réalisation des Objectifs de Développement Durable, notamment ceux liés à la réduction de la pauvreté, à

L'UNESCO a créé une coalition mondiale pour l'éducation afin de catalyser une action conjointe et collective pour soutenir la réponse de l'éducation au COVID-19 dans le monde entier.

la santé et au bien-être, à une éducation de qualité inclusive et à l'égalité des sexes.

L'UNESCO a créé en mars 2020 une Coalition mondiale pour l'éducation afin de catalyser une action conjointe et collective pour soutenir la réponse de l'éducation au COVID-19 dans le monde entier. Aujourd'hui, avec plus de 160 membres de la famille des Nations unies, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé, la Coalition donne la priorité aux efforts visant à mieux comprendre et à traiter les dimensions de genre de la COVID-19. Les recommandations suivantes émergent de ce travail :

- Adopter une approche systémique de la réouverture des écoles qui apporte une lentille de genre et d'inclusion à l'analyse de l'éducation, et prend des mesures pour supprimer les préjugés et la discrimination de genre au sein et à travers les systèmes éducatifs, du recrutement et de la formation des enseignants au développement des programmes et des matériels, et s'assurer que les environnements scolaires sont résilients, sûrs et exempts de violence.
- Donner la priorité au leadership des filles et des femmes et reconnaître leur rôle d'agents du changement. Les intégrer systématiquement et de manière significative dans les consultations et la prise

de décision sur la réponse éducative COVID-19 et la planification du relèvement, de l'évaluation des besoins à la conception d'opportunités d'apprentissage à distance, et d'autres interventions pour planifier et surveiller la réouverture des écoles et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie.

- Donner la priorité aux actions visant à ramener toutes les filles à l'école - qu'il s'agisse d'élèves qui reviennent ou de celles qui n'étaient pas scolarisées auparavant - en prenant des mesures ciblées pour les filles les plus pauvres et les plus marginalisées. Veiller à ce que les plans de réouverture des écoles soient axés sur l'équité et conçus pour ne laisser personne de côté, en tenant compte, de manière contextuelle, des inégalités qui se croisent et s'exacerbent.
- Promouvoir une approche intégrée et coordonnée qui réponde aux besoins holistiques des filles en matière d'éducation, de santé et de protection. Catalyser la coopération entre les enseignants, l'administration scolaire, les familles et les communautés, et soutenir la collaboration intersectorielle afin de garantir une réouverture d'école inclusive et sensible au genre qui préserve les droits.



Photo © Riccardo Lennart Niels Mayer | Dreamstime.com

En bref, comme nous le disons à l'UNESCO, l'éducation des filles offre non seulement un meilleur avenir pour elle, mais aussi un meilleur monde pour nous.

L'éducation des filles présente des avantages avérés non seulement pour les filles, mais aussi pour l'ensemble de la société

Renouveler notre engagement

En ce moment critique, nous devons renouveler notre engagement en faveur de l'éducation des filles.

L'éducation des filles présente des avantages avérés non seulement pour les filles, mais aussi pour l'ensemble de la société. Les filles éduquées sont moins susceptibles de se marier jeunes, et plus susceptibles d'être autonomes et de mener une vie saine et productive.

Les filles instruites ont plus de chances de trouver un travail décent lorsqu'elles deviennent des femmes, de participer à la vie publique et de construire un meilleur avenir pour elles-mêmes, leurs familles et la génération suivante. L'éducation des filles renforce les économies, réduit les inégalités et contribue à une éducation durable.

[Retour au sommaire](#)

L'éducation des filles et des femmes

Aïcha BAH DIALLO

Ancienne Ministre de l'éducation de Guinée Conakry - Ancienne sous directrice générale pour l'éducation de l'UNESCO
- Présidente du REPTA – Consultante internationale.



Photo Pexel. Julia. M. Cameron

Voici un thème que l'on m'a souvent proposé. Je suis passionnée par cette question pour une raison très simple, c'est que l'éducation des filles n'a que des avantages qui profitent à tous et à toutes. Quels sont-ils ?

L'éducation des filles favorise :

- L'égalité des genres.

- La santé pour tous.
- La croissance économique.
- La protection de l'environnement.
- La cohésion sociale et la paix.

Voici 5 points pour démontrer qu'investir dans l'éducation des filles est la meilleure politique pour développer un pays et ce, dans tous les domaines : introduction, bénéfices, état des lieux, barrières, stratégies et conclusion.

L'accès des femmes au savoir

Les femmes sont des agents de changement efficaces pour le développement durable de leur nation, de leur continent et du monde. Elles en constituent l'épine dorsale.

Mais ceci n'est possible que si elles ont accès au savoir, aux compétences, et ont des aptitudes et la capacité d'innovation et de créativité nécessaires pour être économiquement indépendantes. D'où l'importance de leur accès

Le développement des compétences est le meilleur moyen de lutter contre les inégalités, les discriminations de genre, le chômage et la pauvreté.

à une éducation de qualité à tous les niveaux, de la petite enfance à l'enseignement supérieur en passant par le secondaire, l'enseignement technique et la formation professionnelle, avec toutes les approches, formelles, non formelles et informelles.

L'éducation de base, qui comprend la petite enfance, le primaire et le secondaire, permettra aux filles et aux femmes d'acquérir les compétences de base, lire, écrire et compter mais aussi les compétences souples à savoir la capacité à résoudre des problèmes, à prendre des initiatives, à communiquer, à travailler seul ou en équipe, à faire preuve de créativité, de leadership, et de conscience professionnelle, ainsi que d'esprit d'entreprise, sans oublier la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

L'enseignement professionnel et technique permet aux filles et aux femmes de développer des compétences techniques que de nombreux emplois exigent aujourd'hui (électricité, plomberie, mécanique, confection, informatique, cuisine, agriculture, etc.) et où on trouve très peu de femmes.

L'enseignement supérieur est responsable de la formation des ressources humaines très qualifiées qui devraient répondre aux besoins du marché. Les femmes doivent s'orienter vers les branches scientifiques, techniques et technologiques qui offrent plus

d'opportunités de trouver un emploi.

Or le taux d'accès à l'enseignement supérieur n'est que de 11% en Afrique. Les femmes ne représentent que le tiers.

Le développement des compétences est le meilleur moyen de lutter contre les inégalités, les discriminations de genre, le chômage et la pauvreté. C'est un investissement très rentable car il promeut la paix et la croissance économique.

L'éducation transforme les vies de tous. Mais l'éducation des filles et des femmes a le plus grand impact et est le fondement pour améliorer la vie de tous et pour le développement durable. C'est cette éducation qui permet d'atteindre tous les autres objectifs du développement durable. Non seulement elle permet de rompre le cycle de la pauvreté, mais aussi de réduire les inégalités sociales et d'atteindre l'égalité des sexes.

Les bénéfices de l'éducation des filles

L'éducation des filles favorise l'égalité des genres. Elle construit la confiance en soi et a des effets multiplicateurs sur le plan social, économique, culturel et politique, qui profitent à tous, aux hommes, aux femmes, à la famille, à la communauté et à toute la nation.

Mahatma Gandhi disait, qu'éduquer un garçon, c'est



Photo D. Bénard

Les femmes réinvestissent 90% de leurs gains au bénéfice de leur famille

éduquer un individu, éduquer une fille, c'est éduquer une famille, c'est éduquer une nation.

L'éducation favorise l'autonomisation des filles et des femmes

Chaque année supplémentaire de scolarisation permet aux femmes d'obtenir 10%, voire 20% de gain, contribuant à les sortir de la pauvreté pour le plus grand profit de tous. En effet, les femmes réinvestissent 90% de leurs gains au bénéfice de leur famille.

Plus instruites, les femmes connaissent mieux leurs droits et comment les revendiquer. Elles vont résister à la violence, et lutter contre ce phénomène pour faire changer les mentalités à l'intérieur de leur communauté. Elles acquièrent un meilleur statut et une grande ouverture d'esprit qui les encouragent à participer à la vie politique. C'est ainsi qu'elles peuvent avoir accès à tous les échelons de responsabilité aussi bien publics que privés.

L'éducation donne aux femmes l'accès à des opportunités d'emplois mieux rémunérés ou leur permet de créer leur propre entreprise surtout si elles ont accès à l'enseignement supérieur, berceau du développement des compétences, lieu de génération du savoir et de la production. Quatre-vingt-dix pour cent des emplois futurs exigeront des compétences dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. L'accès des femmes aux TIC est indispensable.

Malheureusement, le fossé technologique entre les sexes porte préjudice à la croissance économique et au développement. Selon INTELL, si 600 millions de femmes avaient accès à internet pendant trois ans, cela se traduirait par une croissance du PIB entre 13 milliards et 18 milliards, d'où l'importance de réduire ce fossé technologique entre les sexes.

Il faut aussi rappeler que dans dix ans, plus de 40% des métiers d'aujourd'hui vont disparaître. Les filles et les femmes doivent donc

L'éducation permet aux femmes de protéger leurs filles contre les mariages précoces, les mariages forcés et les mutilations génitales féminines

apprendre à apprendre pour être capables de vivre dans un monde en continuel changement.

Ainsi l'éducation favorise le développement personnel des femmes, leur entrée dans le marché du travail, et les prépare à la citoyenneté démocratique.

Comme les 60% de la population analphabète sont des femmes, il est important de reconnaître l'apprentissage non formel et informel. C'est un prérequis pour la création de sociétés apprenantes.

La sante pour tous

Pour les femmes l'éducation est cruciale pour leur propre santé et celle de leurs enfants. L'éducation permet la réduction de la mortalité maternelle car les femmes seront suivies par des gynécologues et des sages femmes et éviteront les maladies liées à la grossesse comme l'hémorragie, la pré-éclampsie, les avortements pratiqués dans des conditions non sécurisées. Elles sauront se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH/SIDA et empêcher sa transmission du de la mère à l'enfant pendant la grossesse lorsque la femme est séropositive.

Les femmes auront accès aux services de santé reproductive y compris la planification familiale. Elles pourront alors décider du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir, surtout si elles atteignent le second cycle du secondaire.

Ainsi les femmes auront moins d'enfants qui seront mieux nourris et en meilleure santé. Les femmes vont allaiter leurs enfants et auront toute l'information sur les maladies préventives. Elles vont ainsi vacciner leurs enfants contre la DTCP et leur éviter des maladies comme la malaria, la tuberculose, les diarrhées, etc. Elles veilleront à ce que les besoins nutritionnels de leurs enfants soient satisfaits.

L'éducation permet aux femmes de protéger leurs filles contre les mariages précoces, les mariages forcés et les mutilations génitales féminines. Elles veilleront à ce que tous leurs enfants, filles et garçons soient bien nourris et en bonne santé, aient les mêmes droits et les mêmes devoirs à la maison, sans discrimination, et surtout aillent à l'école et bénéficient d'un suivi.

La cohésion sociale et la paix

Les femmes ont un rôle primordial dans la socialisation des enfants. Elles sont les mieux placées pour s'apercevoir des premiers signes de radicalisation des enfants. Elles détectent tout de suite tout changement d'attitude et de conduite de leurs enfants.

En effet, la radicalisation commence à la maison entre 12 et 20 ans lorsque les personnalités et les valeurs sont façonnées. Des recherches indiquent que 86% des jeunes âgés de 11 à 25 ans préfèrent parler à leur mère de tout problème lié à des questions difficiles ou politiques. Elles



Photo D. Bénard

Lorsqu'un pays donne l'accès à l'éducation secondaire à tous ses enfants, il réduit de moitié le risque à la guerre.

peuvent alors contribuer à calmer les enfants et les ramener sur le droit chemin, en leur expliquant l'importance de respecter la diversité culturelle et religieuse. On dit par ailleurs, que lorsqu'un pays donne l'accès à l'éducation secondaire à tous ses enfants, il réduit de moitié le risque à la guerre.

Les femmes peuvent donc jouer un rôle important dans le changement qualitatif en tant que citoyenne à part entière en transformant les manières de penser et d'agir.

L'éducation permet aussi aux femmes de mieux communiquer avec leurs conjoints dans tous les domaines y compris affectif et sexuel. Ensemble ils choisiront le nombre d'enfants qu'ils veulent et dans des conditions viables.

L'éducation formelle et non formelle ouvre la voix à une

citoyenneté active mondiale. Elle promeut les valeurs qui contribuent à la consolidation de la paix. On obtient ainsi des sociétés justes, tolérantes, inclusives, respectant les droits des Hommes et les droits des Femmes, en un mot toutes les valeurs qui favorisent le vivre ensemble et qui devraient être enseignées dans les écoles et dans toute structure d'apprentissage non formelle et informelle.

La croissance économique

Pendant que chaque année supplémentaire de scolarisation permet à la femme d'augmenter de 10%, voire 20% ses gains, l'accès de tous les enfants à une éducation de base de qualité permet d'obtenir 2% de croissance économique supplémentaire par an dans tous les pays en développement.

En 2004 des chercheurs (PSCHROPOULOS et PATRINOS) ont constaté que le rendement économique des filles au secondaire est de 18% et pour les garçons de 14%. Déjà à Beijing, le rôle des femmes dans la vie économique du secteur formel aussi bien que du secteur informel avait démontré qu'elles assuraient 80% de la production vivrière et fournissaient 95% de l'énergie consommée par la population.

Dans les pays en développement, les femmes réalisent 70% du travail agricole, la quasi totalité de la transformation des produits de base et de 60 à 90% de leur commercialisation. Il faut souligner

L'Institution Brookings dit que l'éducation secondaire des filles est l'investissement le plus rentable et le meilleur contre le changement climatique

qu'elles ne disposent que de 10% des revenus pour elles mêmes et ne sont propriétaires que d'un infime pourcentage de biens. Des technologies améliorées pourraient accroître cette productivité agricole. Les femmes représentent donc une immense force d'entraînement. Elles ont un impact considérable sur la croissance économique. Il faut donc leur donner les outils intellectuels indispensables pour améliorer leur rendement, c'est-à-dire une éducation de qualité.

L'environnement durable

L'éducation permet une meilleure compréhension des causes de la dégradation de l'environnement, et de se sentir mieux concerné. Elle permet l'acquisition de compétences et de connaissances favorisant un changement d'attitudes et de comportements qui conduisent à garantir un environnement durable. La contribution des femmes est primordiale et plus importante lorsqu'elles ont accès à l'éducation.

Au Kenya, la Prix Nobel, Wangari MUTA MAATHAI, militante écologique a réussi à lutter contre l'érosion des sols en faisant planter 20 millions d'arbres par 100 000 femmes (the Green Belt Movement). On n'y coupe pas les arbres sans en planter et on protège les cours d'eau.

Les femmes peuvent avoir un grand impact dans l'évolution des modes de consommation. Elles vont surtout contribuer à faire un

usage plus efficace de l'eau et de l'énergie et à encourager le recyclage des déchets ménagers.

L'Institution Brookings dit que l'éducation secondaire des filles est l'investissement le plus rentable et le meilleur contre le changement climatique. Des recherches indiquent que l'éducation des filles réduit la vulnérabilité d'un pays aux catastrophes naturelles.

Les rôles des hommes et des femmes déterminés par la société ont des impacts différents sur leur vulnérabilité et leur capacité à affronter le changement climatique et à limiter ses causes. Les femmes actrices de la protection de l'environnement sont les plus durement touchées par le changement climatique. Elles constituent également une part essentielle de la solution même si leur contribution n'est pas toujours suffisamment reconnue. Il est donc important d'incorporer dans les études du changement climatique "l'approche genre". Il faut réduire les inégalités structurelles entre les hommes et les femmes en leur donnant les mêmes opportunités d'accès à l'éducation, aux ressources économiques et à l'information.

La question des migrations

Il est aussi important d'améliorer l'accès des femmes au foncier, de soutenir la mise en œuvre de lois qui accordent des droits égaux de propriété aux femmes et



Photo D. Bénard

En cas de migration et de déplacements, les femmes sont sujettes de discriminations et de violences basées sur le genre

aux hommes, notamment les lois relatives à l'héritage.

C'est sous ce volet qu'il faut aborder la question des migrations dues aux catastrophes naturelles ou aux conflits armés. A l'horizon 2050, l'OIM estime qu'il y aura environ 200 millions de personnes déplacées à cause des catastrophes naturelles, y compris celles liées aux changements climatiques. On estime (Collectif) que le risque de décès dûs à des désastres naturels est 14 fois plus élevé pour les femmes.

En cas de migration et de déplacements, les femmes sont sujettes de discriminations et de violences basées sur le genre (violences sexuelles, mauvais

traitements et sévices, trafic humain, etc.). Malheureusement, il y a peu de données fiables sur le sujet.

Il faudrait donc entreprendre des études afin d'adopter des mesures qui répondent aux besoins sanitaires et humanitaires des femmes, des filles, des garçons et des hommes.

Les carences qui persistent

Au cours des dernières décennies, l'éducation est le domaine dans lequel les progrès en matière de réduction des inégalités hommes-femmes ont été les plus tangibles. Mais, si la parité a été atteinte au niveau du primaire au niveau mondial, il existe toujours de grandes disparités géographiques, économiques et sociales.

Le taux d'achèvement de la scolarité des filles

Premièrement, on constate que le taux d'achèvement de la scolarité des filles est toujours inférieur à celui des garçons. Il n'y a que 29% des pays qui ont atteint la parité au niveau du lycée :

- 89% des filles complètent le primaire au niveau des pays développés;
- 58% des filles complètent le primaire dans les pays en développement;
- 77% des filles complètent le secondaire dans les pays développés;
- 30% des filles complètent le secondaire dans les pays en développement.



Photo D. Bénard

Parmi les 750 millions d'adultes analphabètes au niveau mondial, 2/3 sont des femmes.

Et il y a toujours 132 millions de filles qui n'ont toujours pas accès à l'éducation.

Dans les pays à bas revenus, parmi les filles les plus pauvres seules 1% complètent l'éducation secondaire. (UIS: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques)

L'analphabétisme des femmes

Parmi les 750 millions d'adultes analphabètes au niveau mondial, 2/3 sont des femmes. Les données statistiques de l'Afrique indiquent que sur les 50 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation, 30 millions vivent en Afrique (54% sont des filles); sur les 121 millions d'adolescents qui

ne vont pas à l'école, 22 millions sont africains (53% sont des filles). Il y a plus de 150 millions d'adultes analphabètes (60% sont des femmes).

L'accès à l'emploi

Dans les 10 prochaines années, au niveau mondial, un milliard de jeunes seront en quête d'emplois et 600 millions seront des filles. Plus de 90% de celles qui vivent dans les pays en développement travailleront dans l'informel avec des salaires bas, des emplois précaires où les abus sont fréquents sans protection sur le plan juridique.

L'hygiène

Dans les pays en développement 355 millions de filles n'ont pas accès à l'eau pour se laver les mains lorsqu'elles changent leurs serviettes hygiéniques. Plusieurs filles n'ont pas toute l'information relative à la menstruation.

Les barrières les plus fortes

Les barrières qui empêchent les filles d'aller à l'école sont aussi celles qui les empêchent de persévérer et de réussir leurs études. Parmi elles on peut citer:

- La pauvreté du ménage, suivie par le lieu de résidence. Les filles qui appartiennent à des familles pauvres et rurales sont les plus vulnérables. Les parents préfèrent envoyer les garçons à cause des coûts directs (frais d'inscription, achat des manuels scolaires et des uniformes, etc.) et

Les ressources pédagogiques et les matériels didactiques ne prennent pas en compte l'égalité femmes-hommes et véhiculent des images négatives des filles et des femmes.

surtout les coûts d'opportunité (tâches ménagères, petits salaires comme employées de maison).

- Les attitudes, croyances et pratiques culturelles nuisibles comme la mutilation génitale féminine, les mariages précoces, les mariages forcés, et les attentes plus faibles des familles vis-à-vis de l'éducation des filles.
- La gestion inappropriée de la maturation sexuelle qui est la cause des grossesses non désirées des adolescentes suivies souvent d'expulsion de l'école, ou d'avortements à haut risque.
- Le manque de sécurité à l'école, aux alentours de l'école, sur le chemin de l'école et dans les transports. La violence sous toutes ses formes (physique, psychologique, sexuelle) est ce que les parents redoutent le plus et qui ne les encourage pas à envoyer leurs filles à l'école. Ces violences ont une influence directe sur la scolarisation des filles, les conduisant souvent à abandonner leurs études.
- La distance et le manque d'équipements : l'école même si elle est gratuite, si elle est loin des communautés, n'est pas clôturée, ne possède pas de toilettes séparée pour filles et garçons, n'a pas un point d'eau, une infirmerie (avec des serviettes hygiéniques), les

parents n'y envoient pas leurs filles. L'électricité est souvent un luxe.

- Les enseignants non sensibilisés à la question de l'égalité femmes-hommes ont tendance à exclure les filles des matières scientifiques, de la technologie, de l'ingénierie, des mathématiques. Les filles choisissent 5 fois moins les branches techniques que les garçons.
- Les ressources pédagogiques et les matériels didactiques ne prennent pas en compte l'égalité femmes-hommes et véhiculent des images négatives des filles et des femmes.
- Les conflits armés dans lesquels les filles et les femmes payent le plus lourd tribut.

Les ressources utilisées pour cet article

- La politique éducative de la République de Guinée: 1989.
- Le Programme d'Ajustement du Secteur de l'Education (PASE: 1992-1995).
- La Conférence Mondiale sur l'Education : Déclaration Mondiale sur l'Education Pour Tous et son complément le Cadre d'Action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux (Jomtien 1990).
- La Conférence Mondiale pour les personnes ayant des besoins éducatifs spéciaux:



Déclaration de Salamanca et Cadre d'Action pour l'éducation et les besoins spéciaux (juin 1994)

- La 4ème Conférence Mondiale des Femmes (Beijing 1995): Déclaration et Programme d'Action
 - Le Forum Mondial sur l'Education (Dakar 2000). Déclaration et Cadre d'Action: 6 objectifs dont le 5e spécifique pour l'éducation des femmes et des filles.
 - L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des Filles (UNGEI: United Nations Girls' Education Initiative) lancée en 2000 à Dakar par le Secrétaire Général, Kofi Annan.
 - L'Agenda Africain 2063 de l'Union Africaine: Objectifs et domaines prioritaire: Objectif 17 : égalité complète entre les hommes et les femmes
- dans toutes les sphères de la vie. Domaines prioritaire: 1) autonomisation des femmes et des filles, 2) violence et discrimination à l'égard des femmes et des filles.
 - L'Agenda 2030 des Nations Unies: les 17 Objectifs de Développement Durables (ODD) dont en particulier les ODD4, 5 et 8. Tous les ODD relatifs à l'éducation et à l'égalité du genre sont contenus dans la déclaration de Incheon et le Cadre d'Action.
 - Le Rapport Mondial sur l'Education (UNESCO 2012) : jeunes et compétences, l'éducation au travail.
 - La première conférence africaine sur l'enseignement supérieure (Trust Africa Dakar 2015) : Revitaliser l'enseignement supérieur en Afrique - un défi et une opportunité.
 - Le Rapport Mondial sur l'Education (UNESCO 2018): tenir nos engagements en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation.
 - Le Forum for African Women Educationalists (FAWE): les différents plans stratégiques et les interventions du FAWE intégrant le genre.
 - Les statistiques sont issues de l'UIS : l'Institut de l'UNESCO pour les Statistiques.

[Retour au sommaire](#)

TEMOIGNAGE

La voix des filles

Martine LEVY

Ancienne représentante de l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses (AMGE) et ancienne présidente du groupe "La voix des filles" à l'UNESCO - Membre des Eclaireuses et Eclaireurs de France - Administratrice du Réseau Education Pour Tous en Afrique (REPTA)



Nous avons souhaité retenir ce texte proposé par Mme Martine LEVY qui a représenté l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses (AMGE) et présidé le groupe "Voix des Filles" à l'UNESCO car, même s'il se rapporte à un événement qui date de 2018, il reste de pleine actualité. C'est d'ailleurs ce que souligne Mme LEVY dans la seconde partie rédigée par ses soins et qui a pour titre "Et depuis 2018" .

Le texte proposé par Mme Justine SASS - Chef de la Section de l'éducation pour l'inclusion et l'égalité des genres à l'UNESCO qui figure dans les pages précédentes a souligné par ailleurs toute l'importance qu'il convient d'apporter à nouveau à l'éducation des filles et des femmes au regard des impacts liés à la crise sanitaire COVID.

Le groupe "Voix des Filles", sous l'actuelle présidence de Mme Marie-Christine GRIES (Sorooptimist International),

même si compte-tenu de la présente situation des ONG ont décroché du travail du groupe, a décidé de reprendre son travail et notamment de préparer une nouvelle Journée Internationale de la Fille pour 2021 ou 2022 même si celle-ci devait se tenir virtuellement.

Roland DAVAL

Frederick Douglas, esclave noir américain affranchi, a écrit, au cœur du XIXe siècle : "Une fois que l'on a appris à lire, on est libre pour toujours"

Et selon Madame Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, "L'éducation est le défi de ce siècle ; si nous ne sommes pas en mesure de le relever, nous ne serons pas capables d'en relever d'autres."

Pourquoi la célébration de cette journée par des ONG partenaires de l'UNESCO ?

Près de 132 millions de filles dans le monde sont déscolarisées ; une fille mineure est mariée toutes les 28 secondes et une fille excisée chaque seconde de par le monde

Parmi tous les ODD de l'Agenda 2030 des Nations Unies, l'ODD 4 - "Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie" - a interpellé un groupe d'ONG partenaires de l'UNESCO qui s'est engagé à contribuer à la célébration de la Journée internationale de la Fille du 11 octobre 2018, avec le soutien du Comité de liaison ONG-UNESCO, la Division Egalité des Genres et le secteur de l'Education de l'UNESCO.

Des faits et des chiffres

Les faits et les chiffres sont là et ils sont tragiques !

Près de 132 millions de filles dans le monde sont déscolarisées ; une fille mineure est mariée toutes les 28 secondes et une fille excisée chaque seconde de par le monde ; malgré des avancées dans l'éducation pour tous au niveau primaire, le pourcentage de fréquentation des filles continue de chuter dans le secondaire, notamment dans les pays à faibles revenus ! La poursuite des études pour les filles comme pour les garçons est fondamentale pour le développement d'un pays. En dépit de l'existence d'instruments normatifs et juridiques, les filles sont empêchées d'aller à l'école. Pourquoi ? Les normes sociales et traditionnelles, les mariages et les maternités précoces, les tâches domestiques, l'absence d'eau, de sanitaires ou de toilettes séparées et d'hygiène,

l'éloignement géographique et l'insécurité sur le chemin de l'école, la violence sexuelle et les viols considérés comme armes de guerre en sont la cause.

Oui, la vie d'une fille est jonchée d'écueils et de risques à chacune des étapes de sa croissance, si seulement on l'a laissé naître !

Méthode de travail

Les ONG ont souhaité porter la parole des jeunes filles sur le terrain ; elles ont recueilli des témoignages, au sein de leurs branches nationales, soit dans toutes les régions du monde, qui tous montrent qu'il est urgent de s'attaquer en priorité aux défis majeurs que les filles rencontrent encore aujourd'hui pour aller à l'école et poursuivre leurs études et dont l'impact dramatique est souvent sous-estimé par les décideurs : harcèlement sexuel ou viol sur le chemin de l'école, grossesse précoce, mariage forcé et précoce, corvées ménagères, manque de toilettes séparées ou d'eau parmi tant d'autres.

Ces thèmes, qui ont été évoqués dans la note conceptuelle, ressortent des témoignages.

Comment auront-elles un accès à une éducation de qualité en 2030 si des mesures urgentes ne sont pas prises ?

Le manifeste ci-après a été publié, à l'issue de la célébration, à l'Unesco, de la Journée internationale de la Fille du 11 octobre 2018 afin de mobiliser

Nous pensons former de jeunes Européens à ces programmes et les faire converser avec des jeunes de pays en développement

les branches locales et régionales de nos ONG sur cet enjeu crucial pour la réussite de l'Agenda 2030.

Et depuis 2018

Une étude approfondie des réponses au questionnaire a orienté le groupe sur 3 thèmes précis sur lesquels il fallait réfléchir : les droits, le corps et la santé, le sport.

Les droits

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention internationale sur les Droits de l'enfant donnent des droits aux jeunes, garçons et filles. Et ils, elles ne le savent pas. Il fallait trouver un biais pour le leur faire savoir.

Le corps et la santé

Les réponses montrent que bien des filles ne connaissent pas leur corps ; certaines ne font pas le lien entre la grossesse et les relations sexuelles. Quant aux soins auxquels elles ont droit, la pauvreté est toujours un handicap.

Le groupe a pensé que le sport - un des thèmes de travail très important pour l'UNESCO - pourrait aider les filles dans leur scolarité : savoir se défendre (yoga, taekwondo, karaté...) contre les agressions est majeur ; quant aux sports collectifs, ils permettent aux jeunes filles d'appartenir à un groupe où, pour toutes, les objectifs sont les mêmes.

Pour cela, le groupe devait s'appuyer sur le "le Programme O3 - "Our Rights, Our Lives, Our Future" (Nos Droits, nos Vies, notre avenir". Ce programme est mis en œuvre par l'UNESCO dans trente et un pays d'Afrique subsaharienne. Il vise à améliorer l'éducation, la santé et le bien-être, à promouvoir l'égalité de genre ainsi que la lutte contre la pauvreté à travers des programmes d'éducation complète à la sexualité (ECS), la promotion d'environnements scolaires et communautaires sains, sûrs et inclusifs et la lutte contre les violences de genre en milieu scolaire. Nous pensons le reproduire dans d'autres régions.

Et nous pensons former de jeunes Européens à ces programmes et les faire converser avec des jeunes de pays en développement.

Mais l'élan a été coupé par l'arrivée de la pandémie.

Le groupe s'est un peu endormi mais reprend en envisageant l'organisation de webinaires en français, anglais et espagnol en octobre 2021.

Les thèmes sont changés et le thème principal devrait être : qu'est ce que le Covid a changé dans la scolarisation, en particulier des filles qui, les études le montrent déjà, ont abandonné l'école.

LE MANIFESTE

Considérant les très nombreux instruments juridiques depuis la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 traitant de l'éducation,

- Considérant les très nombreuses déclarations prônant l'importance de l'éducation des filles,
- Considérant que la fille a droit à naître, à survivre et à se développer physiquement et intellectuellement,
- Considérant que la fille a droit à une protection (l'un des 3 P de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant) contre les sévices, la violence, l'inceste,
- Considérant que la fille a droit à un enseignement primaire gratuit,
- Considérant que la fille a droit à un enseignement technique et professionnel choisi par elle-même afin de lui permettre d'accéder à un métier et aux responsabilités,
- Considérant que la fille a droit à une éducation civique qui en fasse une citoyenne responsable susceptible d'exercer ultérieurement des fonctions électives politiques et associatives dans son pays,
- Considérant que la fille a droit à une éducation physique et sportive,
- Considérant que la fille a droit à être protégée contre le travail domestique forcé non rémunéré, contre l'exploitation sexuelle, contre la prostitution présentée comme un métier lucratif,
- Considérant que la fille a droit à la santé et aux soins gynécologiques,

En référence à l'Objectif 4 du développement durable (ODD) à l'horizon 2030 : *"Obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes aux plus grands problèmes du monde."*

- Nous constatons que la fille en situation de handicap n'est pas assez protégée alors qu'elle doit l'être particulièrement,
- Nous constatons que des millions de filles sont violentées au quotidien,
- Nous constatons que des millions de filles sont astreintes à des travaux trop durs à un jeune âge,
- Nous constatons que 200 millions de filles sont frappées par l'excision,
- Nous constatons que 131 millions de filles dans le monde ne sont pas scolarisées alors que les garçons le sont,
- Nous constatons que plus de 16 millions de filles sont mariées de force avant l'âge de 18 ans,
- Nous constatons que les grossesses précoces touchent des millions de filles.

En référence aux centaines de témoignages recueillis par les Organisations Non Gouvernementales partenaires de l'UNESCO ci-dessous mentionnées auprès de leurs branches nationales et locales dans les différentes régions du monde et dont les thèmes récurrents sont : pauvreté, violence sexiste, harcèlement, manque d'accès aux produits d'hygiène en particulier lors des menstruations, viols, prostitution pour obtenir de l'argent pour aller à l'école, mariages forcés très jeunes, grossesses précoces, absence, à l'école, d'installations sanitaires et d'eau potable, de toilettes

séparées entre les filles et les garçons, mines et soldats sur le chemin de l'école, inégalité d'accès à l'école trop chère poussant les parents à envoyer les garçons à l'école plutôt que les filles, inaccessibilité pour les enfants présentant un handicap, éloignement excessif de l'école et manque de moyens de transport, contrainte de se marier très jeune, de devoir travailler pour gagner de l'argent pour la famille, participation excessive aux travaux ménagers etc etc...

Nous, ONG partenaires de l'UNESCO ayant préparé la Journée de la Fille 2018,

- Considérons que, pour être réalisés, les ODD à l'horizon 2030, et en particulier l'ODD 4, devraient être assortis de clauses contraignantes, respectées par tous les Etats.
- Demandons que la traite, la prostitution infantine, et le viol des filles soient sanctionnés comme un crime puni par les lois nationales.
- Demandons que la fille bénéficie de la totalité du cursus scolaire et si possible préscolaire.
- Demandons que filles et garçons, éduqués séparément ou non, apprennent à travailler ensemble comme partenaires pour s'assurer que les filles seront considérées comme égales aux garçons.
- Demandons que soit enseigné à la fille, dès l'enfance, que son sexe n'est en rien inférieur au sexe masculin, qu'il y a des humains de sexe différent, égaux en droit et en dignité.
- Demandons que la protection de la fille soit inscrite, spécifiquement, dans les législations nationales.
- Demandons que la qualité de la formation de tous les enseignants soit améliorée.
- Demandons que les parents, les enseignants, les chefs traditionnels et religieux soient informés et formés pour les impliquer dans le respect de ces droits.
- Recommandons que les filles et les garçons reçoivent une "éducation sexuelle complète" comme prônée en 2018 par les Nations Unies et l'UNESCO pour maîtriser la fécondité et se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles.
- Recommandons que les ONG internationales, nationales et locales s'emparent du problème de la non scolarisation des filles et travaillent en lien avec les populations et en coopération avec tous les acteurs en particulier leurs gouvernements.
- Sommes décidées à agir plus fortement afin d'en finir avec la maltraitance des filles allant jusqu'à la mort.
- Faisons appel aux Etats afin qu'ils rendent opérationnelle la reconnaissance du droit à l'éducation de toutes les filles de leur pays.
- Faisons enfin appel à toute la société civile pour qu'elle soutienne efficacement ce plaidoyer, sensibilise les acteurs locaux et contribue activement à la réalisation de ces objectifs au service de l'humanité afin que TOUTES les filles, en 2030, reçoivent une éducation de qualité, clé de leur épanouissement, qui leur permettra de trouver leur juste place dans la société et de devenir des citoyennes conscientes de leurs responsabilités et de leurs droits.

"L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde" (Nelson Mandela)

[Retour au sommaire](#)

Qu'est-ce que le genre ?

Par Dominique BENARD



Photo D. BENARD

L'inégalité d'accès à l'enseignement qui existe entre les hommes et les femmes dans le monde est essentiellement fondé sur des stéréotypes liés au genre. Pour les comprendre et les combattre, il est essentiel de saisir le concept de genre. Les données de cet article sont tirées du rapport de recherche effectuée

en 2003 dans 4 pays européens par Harriet Bjerrum Nielsen, professeure et chercheuse au centre d'études de genre de l'université d'Oslo.

Sexe et genre

Le sexe

Le sexe, a trait aux différences biologiques qui existent entre les femmes et les hommes. Pour de nombreux analystes, le sexe est un fait biologique : deux types d'enfants biologiquement différenciés peuvent naître, une fille ou un garçon. Les aspects du sexe ne varient pas sensiblement entre les différentes sociétés humaines. Quelques exemples de caractéristiques du sexe :

- Les femmes peuvent avoir leurs règles alors que les hommes ne le peuvent pas.
- Les hommes ont des testicules alors que les femmes n'en ont pas.
- Les femmes ont développé des seins qui sont



généralement capables de produire du lait, alors que les hommes n'en ont pas.

- Les hommes ont généralement des os plus gros que les femmes.

Le genre

Si le sexe semble défini par la nature, par la biologie, le genre est défini par la société. C'est une construction sociale.

Si le sexe semble défini par la nature, par la biologie, le genre est défini par la société. C'est une construction sociale. Le genre, concerne plutôt l'idée que l'on se fait, dans une société donnée, du rôle de l'homme et du rôle de la femme. En quoi consiste le fait d'être un homme ? En quoi consiste le fait d'être une femme ? Qu'est-ce qu'on attend d'un homme ? Qu'est-ce qu'on attend d'une femme ? Les aspects du genre peuvent varier considérablement d'une culture à l'autre. Quelques exemples de caractéristiques liées au genre :

- Dans la plupart des pays, les

femmes occupent moins de postes de responsabilité et gagnent beaucoup moins que les hommes.

- Au Vietnam, beaucoup plus d'hommes que de femmes fument, car le tabagisme féminin n'est pas considéré comme approprié.
- En Arabie saoudite, jusqu'à récemment, les hommes étaient autorisés à conduire des voitures alors que les femmes ne l'étaient pas.
- Dans la plupart des pays du monde, les femmes font plus de travaux ménagers que les hommes.
- Dans l'Eglise catholique, seuls les hommes peuvent devenir prêtres.

Le genre, cadre d'interprétation

Dans presque toutes les cultures, une hiérarchie sociale s'est installée entre les hommes et les femmes. Le pouvoir, les privilèges et la domination des hommes ont été normalisés dans les sphères publiques et privées et souvent même avec des liens dévastateurs avec la violence.

Des différences d'inégale valeur

Cette subordination des femmes a été et est encore considérée comme liée à la nature et à la valeur des femmes et ces idées tendent à se fonder sur des appels au raisonnement biologique : les femmes seraient "naturellement" moins aptes à diriger et plus aptes à s'occuper des enfants et des tâches domestiques.



Les concepts traditionnels du genre attribuent aux femmes et aux hommes des rôles spécifiques qui leur interdisent parfois de développer tout leur potentiel

Faire une différence entre le masculin et le féminin ne serait pas grave, mais le fait est que cette dichotomie s'accompagne d'une hiérarchisation dans laquelle le côté masculin est toujours supérieur au côté féminin. Par exemple, si nous pensons à des dichotomies habituelles comme actif/passif, fort/faible, mou/dur, émotionnel/rationnel, dépendant/indépendant, nous associons spontanément un des éléments de cette dichotomie au genre masculin et l'autre au genre féminin et l'on voit tout de suite de quel côté nous plaçons le genre féminin.

Le confinement dans certains rôles

Les concepts traditionnels du genre attribuent aux femmes et aux hommes des rôles spécifiques qui leur interdisent parfois de développer tout leur potentiel : la maison et la famille sont des endroits attribués aux femmes tandis que la sphère publique, extérieure à la maison (travail, politique, pouvoir) est attribuée aux hommes. Ainsi, il sera plus difficile à une femme qu'à un homme de devenir pilote d'avion ou ingénieur en travaux publics.

Les enfants comprennent vite que les différences entre les hommes et les femmes ne sont pas d'égalité de valeur. La société accorde une valeur supérieure au fait d'être un garçon, un homme. Les petits garçons disent : "ça c'est bon pour une fille !"

Les stéréotypes de genre

Il existe plusieurs stéréotypes fondés sur le sexe de l'individu.

Un seul type d'homme, un seul type de femme

Beaucoup de gens croient que les hommes sont agressifs, indépendants, objectifs, actifs, compétitifs, logiques, orientés vers le monde extérieur, habiles dans le domaine des affaires, confiants dans leurs possibilités et ambitieux. Ils seraient aussi brusques, rudes, tapageurs, négligents, peu loquaces et incapables d'exprimer des sentiments tendres. Selon ces stéréotypes, les femmes seraient le contraire des hommes, c'est-à-dire pas agressives, pas indépendantes, pas objectives, passives, pas compétitives, illogiques, orientées vers l'intérieur, malhabiles en affaires, pas confiantes au sujet d'elles-mêmes et sans ambition. Cependant, elles seraient délicates, douces, mielleuses, bavardes, ordonnées et capables de sentiments tendres (Cantin et al., 1993).

Source du sexisme

De tels stéréotypes sont la source du sexisme, c'est-à-dire d'un ensemble de croyances, de valeurs, d'attitudes qui, sur la base de modèles stéréotypés et intériorisés, divise rôles, habiletés, intérêts et comportements selon le sexe, ce qui a pour effet de limiter le développement de l'individu à tous les plans : personnel, affectif, professionnel et social (Cantin et al., 1993, p. 17).



Beaucoup de gens s'appuient sur les différences qui existent entre les hommes et les femmes pour justifier une inégalité entre les deux sexes

C'est ainsi que jusqu'à récemment dans la société occidentale et encore aujourd'hui dans de nombreuses sociétés à travers le monde, les gens pensent qu'il n'est pas important pour des filles de poursuivre des études longues et d'apprendre un métier car leur rôle sera d'être "femme au foyer".

Différence et égalité

On voit donc que beaucoup de gens s'appuient sur les différences qui existent entre les hommes et les femmes pour justifier une inégalité entre les deux sexes. D'autres au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes nient qu'il y ait des différences entre les sexes.

Il y a là une confusion : ce qui est important, ce n'est pas la différence c'est la valeur donnée à cette différence.

- Dans le genre, ce n'est pas la différence biologique qui est déterminante mais la valeur que la société donne au fait

d'être un homme ou d'être une femme.

- Assigner une valeur, cela ne veut pas dire que X est différent de Y mais que X est supérieur ou inférieur à Y.

On peut être différent et avoir la même valeur. On peut être différent et égal. Le contraire de la différence ce n'est pas l'égalité, c'est la similitude, l'identité. Deux personnes identiques peuvent avoir des statuts différents, être inégales. Deux personnes différentes peuvent avoir le même statut, être égales.

Masculinités et féminités

Plutôt que de parler de masculinité et de féminité, il est préférable de parler de masculinités et de féminités au pluriel, pour indiquer que dans chaque culture, il existe plusieurs façons d'être masculin ou féminin.

Différentes façons d'être un homme ou une femme

Des classes sociales, des âges et des groupes ethniques différents, par exemple, auront souvent des idées différentes sur ce qu'est un "vrai homme/garçon" ou une "vraie femme/fille". Alors qu'un revenu décent, le dernier modèle d'ordinateur et une position de force au travail peuvent être des éléments importants d'une masculinité réussie dans certains cercles sociaux, la puissance physique, le fait d'avoir une grosse moto ou d'être bon en sport peuvent être ce qui compte dans d'autres cercles .



plusieurs modèles de masculinité et de féminité puissent exister dans une même culture nous montre également pourquoi tous les hommes n'ont pas le même statut ou ne se sentent pas également supérieurs aux femmes.

Le genre personnel et interactionnel

Le genre fonctionne à travers des structures sociales, des symboles culturels et des normes explicites - mais c'est aussi une question personnelle et une réalité pour chacun d'entre nous.

S'identifier aux modèles ou les rejeter

Les êtres humains ne sont pas des briques passives dans les structures sociales et culturelles, nous façonnons activement nos vies au sein de ces structures, discours et normes.

Même dans des sociétés traditionnelles, il est possible, bien que difficile, pour une femme de devenir Premier ministre. Même dans des sociétés modernes, il est possible à une femme de décider de devenir femme au foyer, en dépit de ce qui est considéré comme normal pour les femmes dans sa culture. Aller à contre-courant n'est pas sans coût psychologique - le Premier ministre peut être jugé comme une dame de fer, la femme au foyer comme une femme ayant une sorte de féminité dépassée - mais il n'est pas impossible de le faire.

Modèles dominants et modèles marginalisés

Dans une société, il y aura des luttes symboliques permanentes entre ces masculinités pour gagner l'hégémonie, par exemple en se ridiculisant ou en se critiquant moralement. Certaines deviennent dominantes, tandis que d'autres sont subordonnées ou marginalisées.

Ce que l'on appelle la masculinité ou la féminité hégémonique au sein d'une culture sont les formes les plus honorées ou désirées, et il n'est pas nécessaire qu'elles soient les plus courantes. En fait, de nombreuses personnes vivent dans une certaine tension ou distance par rapport aux modèles de genre hégémoniques de leur propre culture. Par exemple des hommes peuvent refuser le modèle masculin "macho" fondé sur le culte de la force physique et de la virilité, tandis que des femmes peuvent refuser le modèle féminin mettant en avant le charme et la séduction. Le fait que

Les êtres humains ne sont pas des briques passives dans les structures sociales et culturelles, nous façonnons activement nos vies au sein de ces structures, discours et normes.



Peu à peu, garçons et filles pourront ainsi élaborer dans l'interaction et la coopération leur manière propre d'être un être masculin ou féminin et leur propre conception des relations entre les sexes.

Ainsi, le genre dans le monde sera plus diversifié que le genre souvent très dichotomique dans nos têtes. Le genre personnel concerne la manière dont nous nous adaptons (ou non) aux modèles culturels de genre disponibles, dont nous nous identifions ou protestons contre eux.

Une approche interactive du genre

Les hommes et les femmes ne sont pas seulement des objets passifs soumis à l'influence de la société, ils sont aussi des contributeurs actifs à la culture. La plupart des choses que les jeunes apprennent, ils les apprennent les uns des autres. Il suffit de comparer le temps incroyablement long qu'il faut aux enseignants pour faire entrer les choses dans la tête des écoliers, à la rapidité avec laquelle ils apprennent les uns des autres dans leurs propres réseaux informels.

Ainsi, aujourd'hui les filles s'apprennent les unes aux autres à se réaliser dans la sphère extérieure, à poursuivre des études, à devenir fortes et indépendantes. Les garçons, par contre sont plus encouragés qu'avant à s'investir dans la sphère personnelle et familiale, à participer au travail domestique et à l'éducation des enfants.

Faire le genre

Si les responsables adultes y sont attentifs et interviennent de manière consciente et réfléchie, les garçons et les filles, dans le cadre d'activités communes peuvent négocier le genre dans le monde ainsi que dans leur tête. "Faire le genre" comprend également "être" et "interpréter" le genre. Les participants apportent leurs identités sexuées, mais ils peuvent les ignorer, les confirmer ou les remettre en question.

Quels comportements sont considérés comme positifs ou négatifs ? Comment les différents participants comprennent-ils la situation ? Peu à peu, garçons et filles pourront ainsi élaborer dans l'interaction et la coopération leur manière propre d'être un être masculin ou féminin et leur propre conception des relations entre les sexes. Il appartient aux parents, aux enseignants et aux éducateurs de les guider intelligemment dans ce processus.

[Retour au sommaire](#)

Lutter contre les stéréotypes sexuels

Par Dominique BENARD



Photo Pexels Cottonbro

Cet article a trois sources. D'une part, deux documents du Québec, l'un du Secrétariat d'Etat à la condition féminine, l'autre du Ministère de l'éducation, d'autre part le rapport de recherche effectuée en 2003 dans 4 pays européens par Harriet BJERRUM NIELSEN, professeure et chercheuse au centre d'études de genre à l'université d'Oslo à

la demande du Bureau Mondial du Scoutisme pour éclairer les objectifs et les conditions de la coéducation dans le Scoutisme.

Les stéréotypes sexuels

Les stéréotypes procèdent de généralisations abusives et de visions simplificatrices de la réalité. Ils s'appliquent à des catégories sociales prises comme un tout, dans lesquelles il n'y aurait plus de différences entre les individus, et au sujet desquelles une série d'idées préconçues sont véhiculées : les "Noirs" sont paresseux, les "fonctionnaires" sont inefficaces, "les musulmans" sont fanatiques, les "politiciens" sont corrompus, "les blondes" sont stupides.

L'attribution de caractéristiques

Un stéréotype sexuel est l'attribution de rôles, de comportements ou de caractéristiques à des personnes en fonction de leur sexe, sans égard à leur individualité. Attribuant aux femmes et aux

Les stéréotypes sont transmis, pendant l'enfance, par le biais des codes de la société, véhiculés par l'entourage, à travers les jouets, les images, les livres, les vêtements, le matériel pédagogique même

hommes des caractéristiques physiologiques et psychologiques, des traits de personnalité, des capacités intellectuelles, des qualités et des défauts, ainsi que des comportements, non seulement distincts, mais bien souvent opposés, selon une image réductrice et déformée de la réalité, ils reconduisent à leur égard, un ensemble de mythes et de croyances.

Aucune place aux singularités

Les stéréotypes sexuels ne laissent en effet aucune place aux singularités, puisqu'ils prétendent représenter ce qui est typique et commun à toutes les femmes, d'une part, à tous les hommes, d'autre part.

Comment naissent les stéréotypes sexuels

Les stéréotypes sexuels, en interaction avec les inégalités sociales entre les sexes, cristallisent les attentes sociales vis-à-vis des filles et des garçons. Ces attentes sont propres à chaque culture et à chaque époque, c'est ce qu'on appelle les normes de genre (voir l'article "Décryptage").

Transmis pendant l'enfance

Les stéréotypes sont transmis, pendant l'enfance, par le biais des codes de la société, véhiculés par l'entourage, à travers les jouets, les images, les livres, les vêtements, le matériel pédagogique même. Les comportements de filles et de garçons et les codes physiques



Photo Prexels. Kevin Bidwell

(ce à quoi doit ressembler une fille et un garçon) sont progressivement intériorisés par les jeunes enfants et nourrissent les inégalités entre les sexes pour les générations futures et malheureusement les parents et les enseignants n'en sont pas toujours conscients.

Les adultes ont des attentes spécifiques de la part des garçons et des filles et encouragent chez eux, généralement de manière inconsciente, des comportements répondant à ces attentes.

Les attentes vis-à-vis des garçons

En général, on s'attend à ce que les garçons :

- soient très actifs et occupent l'espace ;



Photo Pexels Julia Larson

En raison de leur caractère normatif, les stéréotypes sexuels contrarient le développement et la créativité de tous les individus

- soient impulsifs ;
- s'intéressent aux sports et à la compétition ;
- s'intéressent aux machines ;
- développent un imaginaire lié à l'exploration et à la conquête ;
- se fassent respecter, sachent se battre.

Les attentes vis-à-vis des filles

Généralement, on s'attend à ce que les filles :

- soient calmes et discrètes ;
- soient propres et soignent leur apparence ;
- soient attentives aux besoins des autres ;
- prennent soin des autres ;
- développent un imaginaire autour de l'attente d'un prince

charmant ;

- s'investissent dans le maternage

Le paraître et l'agir

Le "paraître" devient un élément fondamental dans la vie des filles ; "l'agir" un élément fondamental de la vie des garçons. Alors qu'ils sont encouragés chez les filles, les jeux de maternage, d'activités domestiques et les préoccupations liées à l'apparence sont davantage réprouvés chez les garçons. À l'inverse, avoir le goût de l'aventure, se battre physiquement et avoir l'esprit de compétition sont des comportements généralement plus acceptés chez les garçons et plus réprouvés chez les filles.

Les conséquences des stéréotypes sexuels

En raison de leur caractère normatif, les stéréotypes sexuels contrarient le développement et la créativité de tous les individus. Ils emprisonnent l'imagination, la spontanéité et le comportement des enfants, en leur imposant des modèles de conduite. Ils renforcent la persistance des inégalités entre femmes et hommes, relativement, par exemple, à la réussite scolaire, à la formation, à l'emploi, à l'avancement professionnel et aux revenus.

À cela s'ajoutent une forte influence des stéréotypes sexuels sur l'image corporelle,

Une éducation qui permet de s’émanciper des contraintes véhiculées par les stéréotypes sexuels peut offrir plus de choix et de liberté aux jeunes.

l'apprentissage du consentement, la confiance en soi et l'affirmation de soi, l'attitude face au partage des responsabilités dans la famille et à la vie affective et amoureuse.

Les effets des stéréotypes sur les filles

Les stéréotypes, en interaction avec les inégalités entre les femmes et les hommes, ont des conséquences importantes sur le devenir des jeunes, au détriment des filles et des femmes :

- La scolarisation des filles est souvent jugée moins importante que celle des garçons.
- Le partage des responsabilités familiales est inégal dans les couples.
- Les femmes sont les principales victimes de violences et les hommes

les principaux auteurs de violences .

- Le taux d'emploi des femmes est moindre et les revenus de celles-ci sont moins élevés.
- Les femmes sont sous-représentées dans les postes de décision.

Les stéréotypes entravent le libre développement des individus. Une éducation qui permet de s'émanciper des contraintes véhiculées par les stéréotypes sexuels peut offrir plus de choix et de liberté aux jeunes. Après tout, pourquoi un garçon n'aurait-il pas le droit de préférer la coopération à la compétition et l'expression artistique aux luttes physiques ? Pourquoi une fille n'aurait-elle pas la possibilité de s'affirmer face aux autres et d'avoir le goût de la compétition ?

Les effets des stéréotypes sexuels sur les garçons

Les normes masculines - la culture du jeu très présente, la transgression perçue comme virile, la forte préoccupation de s'affirmer par rapport aux pairs et aux filles - amènent des garçons à être moins engagés à l'école.

Des recherches récentes montrent que les garçons se trouvent pris entre deux modèles, soit l'école qui prône le calme, la sagesse, le travail, l'obéissance (des valeurs associées à la féminité), soit la vie en dehors de l'école qui encourage les garçons à des comportements très différents : enfreindre les



Photo Pexels. Katerina Holmes



Photo Pexels Rodnae-productions

Les chances de réussite scolaire s'améliorent quand on diminue les références aux stéréotypes sexuels chez les jeunes

règles, être insolent, utiliser la force physique, être au centre de l'attention (valeurs associés à la masculinité véhiculées par les pairs et la société). On peut d'ailleurs remarquer que les garçons qui réussissent à l'école ont développé une autonomie par rapport à certaines conceptions de l'identité masculine.

Stéréotypes sexuels et réussite scolaire

Des recherches réalisées dans plusieurs pays montrent que les chances de réussite scolaire s'améliorent quand on diminue les références aux stéréotypes sexuels chez les jeunes. En effet, les élèves qui adhèrent le plus aux rôles sociaux de sexe sont ceux qui décrochent le plus. (Conseil supérieur de l'éducation du Québec, 1999).

Au Québec, des recherches ont montré que les garçons adhèrent plus largement aux stéréotypes sexuels que les filles, qui, pour leur part, les remettent plus souvent en question car ils les enferment dans des rôles limitatifs alors qu'ils sont plus valorisants pour les garçons. Chez les garçons, l'adhésion plus faible aux stéréotypes sexuels se retrouve surtout chez ceux qui ont des parents très scolarisés ; ces garçons sont ceux qui réussissent le mieux. Chez les filles, on retrouve une faible adhésion aux stéréotypes sexuels chez celles dont les parents sont très éduqués, mais aussi chez celles qui ont des parents moyennement et faiblement scolarisés.

La mixité n'exclue pas les stéréotypes

Des recherches montrent que les espaces de jeux et de travail sont bien souvent divisés même dans les situations de mixité et de coéducation alors que celles-ci devraient être pensées comme un outil et une pratique éducative pour réduire le poids des stéréotypes sexuels et faire avancer l'égalité.

Il existe deux types d'obstacles à la parité dans la participation : la distribution inégale des ressources matérielles et l'inégalité des statuts

Comment lutter contre les stéréotypes sexuels

Un bon moyen de lutter contre les stéréotypes sexuels c'est de pratiquer ce que la philosophe sociale Nancy FRASER a nommé la parité dans la participation.

Pratiquer la parité dans la participation

La justice sociale signifie que chacun a un accès égal à l'interaction sociale et à être entendu et reconnu. C'est ce que Nancy FRASER appelle la parité dans la participation. Il existe deux types d'obstacles à la parité dans la participation : la distribution inégale des ressources matérielles et l'inégalité des statuts. FRASER les appelle maldistribution et méconnaissance :

- *La maldistribution* désigne l'inégalité économique et structurelle de la société qui prive systématiquement certains de ses membres des moyens et des possibilités dont ils ont besoin pour participer à la vie sociale sur un pied d'égalité avec les autres.
- *La méconnaissance* renvoie aux modèles symboliques de valeur culturelle qui confèrent à certains membres un statut inférieur à celui des autres, entravant ainsi leur chance d'être des partenaires à part entière dans l'interaction sociale.

Pour améliorer la parité dans la participation, il faut prendre en

compte la redistribution ainsi que la reconnaissance.

- *La redistribution* concerne le droit à l'égalité. Elle signifie que chacun doit recevoir des chances, des moyens et des possibilités égales de se développer et de participer à la vie sociale.
- *La reconnaissance* concerne le droit à la différence. Elle signifie que chacun devrait être autorisé à participer à l'interaction sociale sur un pied d'égalité, quelle que soit son appartenance à un groupe. Cela implique à la fois le respect du groupe de genre auquel on appartient et le respect du choix de chaque personne quant à la manière dont elle souhaite exprimer son genre et sa sexualité.

L'essentiel est de ne pas substituer l'un à l'autre :

- *la redistribution sans reconnaissance* peut conduire à la stigmatisation des bénéficiaires - par exemple si les filles se voient attribuer des "handicaps" et des privilèges simplement parce qu'elles sont des filles ;
- *la reconnaissance sans redistribution*, en revanche, devient un geste vide ou cimente la situation - elle place les femmes sur un piédestal, mais ne fait rien pour améliorer leurs opportunités réelles. Un exemple serait de féliciter les filles parce qu'elles sont prêtes



Photo Bureau Mondial du Scoutisme

(Danemark, Russie, Portugal et Slovaquie), le Dr Harriet Bjerrum NIELSEN note que les jeunes rencontrent des problèmes de genre que les dirigeants adultes ne reconnaissent souvent pas.

Par rapport à la redistribution

Dans tous les pays étudiés, les filles effectuent plus de tâches répétitives ou "fixes" dans le scoutisme que les garçons. Ce n'est pas une répartition des tâches qu'elles ont choisie elles-mêmes, et la plupart d'entre elles ne l'approuvent pas non plus. Les filles de Slovaquie, du Portugal et du Danemark constatent que leur accès aux tâches définies comme les plus appropriées pour les garçons est restreint. Elles veulent tester leurs forces dans des activités telles que la coupe du bois et le travail de pionnier, et elles protestent également contre la sous-évaluation "protectrice" de leurs compétences.

Harriet Bjerrum NIELSEN fait l'observation suivante : *"Lorsque le scoutisme était unisexe, les garçons préparaient leurs repas et faisaient la vaisselle, et les filles n'avaient aucun problème pour couper du bois et faire du feu. Lorsque les filles et les garçons se retrouvent dans la même arène, le genre prend soudainement de l'importance comme cadre d'interprétation, transformant la vaisselle en une tâche féminine et la coupe du bois en une tâche masculine. Ainsi, le résultat de la coéducation peut, en fait, être un renforcement des rôles traditionnels des sexes.*

à servir les garçons, sans chercher à obtenir un état de choses plus réciproque. Il est nécessaire de s'attaquer aux inégalités.

Fermer les yeux sur les différences réelles entre les sexes et déclarer simplement que tout le monde est égal est aussi mauvais que de prétendre que ces différences sont statiques ou universelles.

Fermer les yeux sur les différences réelles entre les sexes et déclarer simplement que tout le monde est égal est aussi mauvais que de prétendre que ces différences sont statiques ou universelles.

Dans la pratique, la justice implique à la fois le principe de l'égalité des droits pour tous les participants et la reconnaissance du fait que les différents participants ont des besoins différents à satisfaire. Certains de ces besoins sont liés à l'appartenance du participant à des groupes sociaux, d'autres à sa situation individuelle.

Conscientiser les éducateurs

Dans une recherche réalisée au sein du scoutisme dans 4 pays européens de culture différente

Les filles font la cuisine et la vaisselle parce que les garçons préfèrent les autres tâches

... Dans une troupe unisexe, faire la vaisselle serait juste une tâche à accomplir, alors que dans une troupe mixte, cela devient une activité féminine. C'est un véritable paradoxe si les divisions traditionnelles du travail entre les sexes sont rétablies au nom de la coéducation et de l'égalité moderne des sexes ! Ce problème n'est pas pris au sérieux par les responsables, soit parce qu'ils trouvent la division du travail naturelle, soit parce qu'ils n'abordent l'égalité que sur le plan formel et laissent le suivi aux jeunes eux-mêmes."

Les tâches "féminines" sont dévaluées

Certains pourraient dire : d'accord, mais finalement il s'agit de deux façons de contribuer à la communauté. Les garçons coupent et transportent le bois,

les filles font la vaisselle. Où est le problème ? Il y a plusieurs raisons de s'inquiéter, relève Harriet Bjerrum NIELSEN.

1. Premièrement, les deux types de tâches n'ont pas la même valeur ni le même prestige social. Alors que les garçons sont admirés pour leurs contributions fortes et spectaculaires, les filles font un travail invisible et peu prestigieux, reproduisant ainsi leur statut de filles servantes. "Faire la cuisine et la vaisselle" ne doit pas être compris uniquement au sens littéral, mais aussi dans un sens plus large : les tâches que personne ne veut faire.
2. Deuxièmement, la division du travail a des conséquences sur la participation ultérieure : effectuer une tâche peut augmenter vos qualifications dans ce domaine, mais cela contribue également à diminuer vos qualifications dans d'autres.
3. Enfin, la division sexuée du travail n'est pas un choix symétrique. Les filles font la cuisine et la vaisselle parce que les garçons préfèrent les autres tâches. Harriet Bjerrum NIELSEN a vu des garçons jouer ou effectuer des tâches d'exploration intéressantes pendant que les filles préparaient le repas et faisaient la vaisselle. Elle déclare : "De cette façon, l'image de garçons énergiques et de filles sédentaires



Photo Bureau Mondial du Scoutisme

Alors que les problèmes de reconnaissance des filles proviennent des garçons et même des dirigeants, les problèmes de reconnaissance des garçons proviennent rarement des filles.

devient une prophétie auto-réalisatrice.” Les garçons font ce qu’ils ont envie de faire, les filles apprennent à faire des tâches ennuyantes

Ainsi, l'idée que chacun peut faire ce qu'il veut ne tient pas compte du genre. Les garçons apprennent qu'il ne faut pas faire ce que l'on n'a pas envie de faire et croient que cela s'applique à tout le monde. Par conséquent, ils pensent que si les filles font la vaisselle, c'est probablement parce qu'elles y prennent plaisir. Les filles apprennent qu'il faut parfois faire des tâches ennuyeuses pour que le groupe fonctionne. Ainsi, l'idée de filles responsables devient également une prophétie auto-réalisatrice.

Selon Harriet Bjerum NIELSEN : ” Il faut soutenir les filles par d'autres moyens afin qu'elles puissent se défendre contre le fait qu'on attende d'elles qu'elles soient les agents de service et de soins de l'équipe. Elles doivent être sensibilisées aux mécanismes de cette division du travail et apprendre à mieux distinguer entre les préférences personnelles et le fait d'être des filles sympathiques qui s'adaptent aux besoins et aux attentes des autres...”

Dans le même temps, il est également important de trouver des moyens de modifier le statut lié au genre des différentes tâches. Si la cuisine faisait l'objet d'autant d'attention et d'entraînement que la course d'orientation et le travail de pionnier, peut-être son prestige augmenterait-il au point

que même les garçons voudraient s'y adonner. Cela peut s'avérer difficile avec une activité telle que le lavage de la vaisselle. Une solution raisonnable consisterait donc à appliquer le principe "fais ce que tu veux" davantage aux tâches de haut niveau (quelles qu'elles soient) et à être strict quant à l'exigence que chacun prenne sa part des tâches de faible niveau (quelles qu'elles soient).

Par rapport à la reconnaissance

Les garçons comme les filles peuvent avoir des problèmes à l'égard de la reconnaissance, mais il existe une asymétrie entre les sexes - car le manque de reconnaissance des uns et des autres vient principalement des garçons et des hommes. Alors que les problèmes de reconnaissance des filles proviennent des garçons et même des dirigeants, les problèmes de reconnaissance des garçons proviennent rarement des filles. Dans les quatre pays, les filles font l'expérience d'être méprisées par les garçons, et réduites à leur genre par les garçons et les responsables.

Ne pas être réduit à son genre

Être réduit à son genre signifie que les normes de ce que vous devriez être ou faire sont basées uniquement sur la catégorie de genre, alors que votre individualité est ignorée. Cela peut se traduire, par exemple, par des attentes selon lesquelles les filles devraient, ou ne devraient pas,



Photo Pexels Rodnae-productions

Les garçons (et les filles) sauvages et les hommes (et les femmes) durs sont bien, tant qu'ils n'occupent pas l'espace aux dépens de tous les autres

ou ne peuvent pas faire certaines choses - ou cela peut s'exprimer par des normes doubles.

Par exemple, selon les filles, ce sont les garçons qui accordent plus d'importance à l'apparence pour réussir en tant que fille. Leur corps en développement devient l'objet d'intérêt et de mépris de la part des garçons, tandis que leurs fonctions corporelles sont soit ignorées par les responsables (par exemple, le fait que les filles aient leurs règles à cet âge, y compris lorsqu'elles sont au camp, n'est souvent pas pris en compte), soit interprétées de manière stéréotypée ("filles faibles" qui ne devraient pas accomplir certaines tâches physiques alors que les filles de 15 ans sont en général plus grandes et plus fortes que les garçons du même âge).

Selon Harriet Bjerrum NIELSEN, pour résoudre ces dilemmes,

il faut agir sur deux fronts : l'un consiste à donner un statut positif aux tâches et aux valeurs "féminines" ; l'autre consiste à essayer de déconnecter ces tâches et ces valeurs du genre et à les considérer comme ce qu'elles sont réellement, à savoir une partie du répertoire humain commun.

Pas d'exclusivité à la "culture masculine"

Cela serait également utile pour de nombreux garçons qui risquent d'être considérés comme "féminins" s'ils ne sont pas "durs". Ainsi, lorsque la culture dure et compétitive des garçons est assimilée au "vrai scoutisme", les filles et certains garçons auront des problèmes de reconnaissance.

Il n'y a rien d'intrinsèquement mauvais dans les sports de compétition, les jeux physiques brutaux ou les projets sauvages, et l'attrait pour ces activités a le même droit d'être reconnu que celui pour toutes les autres sortes d'activités. Les garçons (et les filles) sauvages et les hommes (et les femmes) durs sont bien, tant qu'ils n'occupent pas l'espace aux dépens de tous les autres, qu'ils n'attendent pas un traitement spécial ou le droit d'être plus égaux que les autres.

Toutes les cultures et activités de genre devraient être reconnues, à condition:

- Qu'elles ne limitent pas le droit des autres à s'exprimer. Le football, l'escrime et les jeux de combat sont de



Photo Pexels Rodnae-productions

pour les autres. Cela signifie qu'elles ne doivent pas être considérées comme quelque chose que les membres d'un certain groupe de sexe doivent faire pour être un membre réussi de ce groupe. Par exemple, les garçons qui n'aiment pas le football, l'escrime ou les combats, et les filles qui les aiment, ne sont ni anormaux ni déviants.

bonnes activités tant qu'ils n'obligent pas les filles et les garçons plus calmes à limiter leur gamme d'activités.

- Qu'elles ne sont pas considérées comme universelles. Cela signifie que l'on est conscient que tous les garçons n'aiment pas nécessairement l'escrime, la lutte et le football, et que certaines filles les aiment aussi.
- Qu'elles ne sont pas transformées en normes

[Retour au sommaire](#)

Un centre éducatif pour les filles de la rue

Par Martine LEVY



Le fait que des jeunes de deux continents travaillent ensemble, vivent des rencontres dans la diversité culturelle, contribue à la lutte contre les préjugés racistes et sexistes

Le centre Kimou N'Guessan Faustin à Agboville, Côte d'Ivoire est un projet, réalisé grâce une coopération entre les jeunes ivoirienne et française.

Il apporte un réel bénéfice à la population locale. Mais le fait que des jeunes de deux continents si différents travaillent ensemble, fassent connaissance, apprennent les uns des autres, vivent des rencontres dans la diversité

culturelle, contribue en outre à la lutte contre les préjugés racistes et sexistes. C'est au moins aussi important.

"Vivre ensemble en paix, c'est accepter les différences, être à l'écoute, faire preuve d'estime, de respect et de reconnaissance envers autrui et vivre dans un esprit de paix et d'harmonie."

Le Centre Kimou N'Guessan Faustin est un centre social qui comporte trois bâtiments dont l'un est destiné à la formation de jeunes filles de la rue, un autre au Centre de Protection de la Petite Enfance (créé car la situation familiale de ces jeunes élèves est difficile ; souvent elles ont des enfants en bas âge et les avoir auprès d'elles lors des cours est nuisible à leur scolarité), et un autre au logement pour les filles scolarisées en ville.

L'environnement local

La ville d'Agboville est le chef-lieu de la région de l'Agneby-Tiassa.

**En 1985, les Eclaireuses
Laïques de Côte d'Ivoire
(ELAICI) pour célébrer
l'Année internationale
de la Jeunesse ont
souhaité "poser un acte
concret"**

Elle est située à 88 kilomètres d'Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire.

La région d'Agboville s'étend sur une superficie de 5 500 km² pour une population de plus de 150 000 habitants. La ville compte environ 80 000 personnes dont plus de 60% sont des jeunes. C'est une des villes les plus scolarisées ; on y dénombre 10 établissements du second degré et environ 15 000 élèves.

Vers la fin des années 1980, la pauvreté était grande à Agboville et dans les villages alentours. L'usine de coton ne marchait pas très bien. Les jeunes filles, en général analphabètes, ou déscolarisées, cherchaient à se prendre en charge, voire à aider leur famille ; elles menaient donc des petites activités génératrices de revenu dans les rues d'Agboville, en général des petits commerces, comme on en voit encore maintenant. Se joignaient à elles des jeunes filles qui avaient déjà des enfants, en général en bas âge.

L'histoire de la construction

Devant cette situation, en 1985, les Eclaireuses Laïques de Côte d'Ivoire (ELAICI) pour célébrer l'Année internationale de la Jeunesse ont souhaité "poser un acte concret" ; c'est ainsi qu'est née l'idée de construire un "*centre de formation pour jeunes filles déscolarisées et d'hébergement pour jeunes filles scolarisées*" à Agboville où elles possédaient un terrain "inconstructible" !

L'ELAICI prépara un dossier et le transmis à l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses. Le dossier fut diffusé à toutes les organisations membres dans le monde et en 1989, les Eclaireuses du Japon firent parvenir la première contribution financière.

Les Eclaireuses et Eclaireurs de France (EEDF) de Boulogne-Billancourt (groupe Lapérouse), étaient partenaires des ELAICI et des Eclaireurs de Côte d'Ivoire (EDCI) depuis 1986. Ils avaient réalisé en 1987 un chantier de maraîchage à Zodzi et en 1989 la construction d'une case de santé pour les soins primaires à Zanasso (Tengrela au nord du pays) qui fonctionne encore 32 ans plus tard en tant que dispensaire. C'est donc tout naturellement que les ELAICI leur ont proposé de poursuivre le partenariat.

Une première mission en décembre 1991 découvrit les prémices du centre : quatre murs dans la brousse, et les Eclaireuses et Eclaireurs de France décidèrent de s'engager dans le développement du projet.

- **1992 - Premier chantier** avec le groupe EEDF Lapérouse, les ELAICI et les EDCI : construction du premier bâtiment (deux dortoirs pour filles scolarisées, leurs sanitaires, et le logement de la directrice). Le centre a été baptisé Centre Kimou N'Guessan Faustin (CKNF) du nom du Monsieur qui avait payé les 100 FCFA



Pendant un camp chantier : garçons et filles de Côte d'Ivoire et de France

- symboliques pour l'achat du terrain inconstructible.
- **1994 - Deuxième chantier** avec le groupe EEDF Lapérouse, Le groupe EEDF Casati de Troyes, les ELAICI, et les EDCI : construction du deuxième bâtiment (bureau de la directrice de la future école, quatre salles de classe, un grand réfectoire et la cuisine).
 - **1995 - Ouverture du centre.**
 - **1996 - Troisième chantier** avec le groupe EEDF Casati, les ELAICI, les EDCI : construction du mur d'enceinte nécessaire pour protéger les filles logées là et le matériel (machines à coudre essentiellement).
 - **1997 - Quatrième chantier** en 1997 avec le groupe EEDF Casati, les ELAICI, les EDCI : construction du début du 3ème bâtiment. La réputation du CKNF était déjà telle que de très nombreux parents souhaitaient inscrire leurs filles à l'école, les ELAICI ont, alors, décidé d'agrandir le CKNF en construisant un 3ème bâtiment



La cour de l'école

Les ELAICI ont choisi de focaliser ses activités sur l'alphabétisation fonctionnelle et la formation professionnelle pour aider les filles qui veulent sortir de la vie difficile de la rue.

situé à 200 mètres.

- **2014 et 2018 - Cinquième et sixième chantier.** Après les graves événements politiques, le groupe EEDF Lapérouse est intervenu à nouveau pour faire avancer les travaux du dernier bâtiment, avec leurs amis ELAICI et EDCI.
- **2022 - Un septième chantier** est planifié avec la participation du groupe EEDF Lapérouse, des ELAICI, et des EDCI. Il permettra la réalisation finale du dernier bâtiment qui hébergera, dans plusieurs dortoirs équipés de sanitaires, environ 80 filles scolarisées en ville. Un logement sûr pour une scolarité réussie. Cette réalisation permettra de célébrer le 30ème anniversaire du projet. L'hébergement de 80 filles nécessitera un encadrement

important qui sera confié à des Eclaireuses Laiques de Côte d'Ivoire au chômage. Le centre permettra ainsi la création d'emplois.

La scolarité

Dès l'ouverture du centre en 1995, les ELAICI ont choisi de focaliser ses activités sur l'alphabétisation fonctionnelle et la formation professionnelle pour aider les filles qui veulent sortir de la vie difficile de la rue.

Depuis l'origine, près de 500 jeunes filles, de 18 à 25 ans, ont été alphabétisées (même pendant la guerre civile). Elles ont reçu des cours d'éducation à la vie familiale, de couture, d'art floral, de pâtisserie, de cosmétologie, de coiffure. Actuellement prédominent la couture et la pâtisserie.

Toutes les filles qui sont passées par le centre ont acquis un métier qu'elles exercent au village ou en ville.

Actuellement, les conditions économiques sont encore extrêmement difficiles pour presque la totalité de la population (manque d'eau courante, manque d'électricité), aussi bien dans les villages, que dans les villes, même si la Côte d'Ivoire renoue peu à peu avec la croissance.

Le CKNF joue donc encore son rôle de centre social et reçoit une quarantaine d'élèves dont les parents rencontrent des difficultés



Les enfants au CPPE

Les ELAICI ont décidé d'ouvrir un centre de protection de la petite enfance et de loger les jeunes filles scolarisées

financières.

Les cours sont dispensés par des enseignantes détachées du Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (une directrice de la formation, sept maîtresses d'éducation permanente et une conseillère d'éducation).

Le Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE)

En 2015, à la demande des mamans du quartier, les ELAICI ont décidé d'ouvrir un centre de protection de la petite enfance et de loger les jeunes filles scolarisées, préparant en général un Brevet d'Etudes Professionnelles, dans le bas du 3ème bâtiment. Le centre compte actuellement une centaine d'enfants.

Le futur en dehors de l'enseignement traditionnel

Le projet d'éducation à l'informatique

Un projet d'éducation à l'informatique, qui aurait dû commencer avant le début de la pandémie, doit être mis en place. Un don de quatre ordinateurs devait être fait mais pour plus de vingt élèves (celles qui ont déjà fait une année de classe), c'est un peu juste. Et de toute façon ils ne sont pas arrivés à cause de la pandémie de Covid.

Les EEDF du groupe Lapérouse sont donc à la recherche d'ordinateurs d'occasion qui

pourraient être offerts en 2022. L'appel à dons qui termine cet article pourrait servir à en acheter quelques uns.

La Commission nationale ivoirienne pour l'UNESCO va mettre un formateur à disposition. Cette formation permettra aux élèves couturières de trouver des modèles de vêtements du monde entier et aux élèves pâtissières de trouver des recettes du monde entier. Elles seront les seules à Agboville à pouvoir faire ces propositions.

Qui dit accès au monde de l'Internet dit Fake news ; un enseignement aux Fake News est prévu par le Bureau UNESCO d'Abidjan.

Le projet de protection de l'environnement

Un projet de protection de l'environnement par le nettoyage du quartier a déjà démarré mais il doit s'élargir aux quartiers voisins et le matériel est à acheter.

L'élevage de poules

Par ailleurs, un poulailler a été construit dans un village voisin par les jeunes du chantier 2018. Les 650 poules ont fait leur travail ! Leurs œufs ont fait la joie des villageoises qui faisaient la queue tous les matins pour avoir des œufs frais. Les poules sont devenues vieilles et ont été vendues. Et leur poulailler a été mis en jachère pour nettoyage, aération, etc... De nouveaux poussins seront reçus d'ici 1 an à 18 mois.

Un deuxième poulailler a été



Nettoyage du quartier

terminé il y a quelques mois ; il a reçu 650 poussins qui ont grandi et assurent la relève ! Toujours autant d'œufs !

Une partie de l'argent récolté par la vente des œufs va au Centre ; l'autre partie sert pour l'entretien du poulailler et des poules.

Mais nous disons toujours "nous faisons ce que nous pouvons avec ce que nous avons"

Financements

Pour la construction

Les autorités françaises ont toujours financé une partie des travaux de construction. Mais il faut aussi chercher ailleurs et dans tous les azimuts ; souvent des financements privés. La tâche est rude ! Mais nous disons toujours "nous faisons ce que nous pouvons avec ce que nous avons".

Depuis quelques années, les Ivoiriens apportent leur quote-part en matériel. Et maintenant la vente des œufs permet à la Directrice du CKNF de payer les charges courantes.

Pour les camps-chantiers

Les jeunes Français et Ivoiriens (depuis peu) prennent en charge leur camp.

Pour les études

En général, les études sont à la charge des parents :

- CPPE : pour 1 an : 32 000 FCFA (49 euros) dont une partie va au ministère qui délègue les enseignants
- Ecole : pour 1 an : 35 000 FCFA (53 euros) dont une partie va au ministère qui délègue les enseignantes.
- Les élèves scolarisées payent 50 000 FCFA par an pour leur logement (76 euros)
- Les filles de la rue font des petits travaux (servantes, marchandes) régler elles-mêmes les 35 000 FCFA de leur scolarité annuelle.

Le Centre Kimou N'Guessan Faustin est en train de devenir une entreprise ; prochainement un Conseil d'Administration indépendant sera mis en place.

pour soutenir le projet

Les lecteurs qui souhaitent soutenir cet excellent projet, répondant à un besoin social criant, peuvent le faire facilement. Il leur suffit de cliquer sur le lien suivant pour faire un don au groupe EEDF de Boulogne-Billancourt : <https://www.helloasso.com/associations/eedf-boulogne-billancourt/formulaires/1>

[Retour au sommaire](#)

Autonomiser les filles descolarisées

Marie-Christine GRIES

Membre du Club Soroptimist de Paris-Cité, Représentante officielle du Soroptimist International auprès de l'UNESCO



Qui sommes-nous ?

Le Soroptimist International fête cette année son centenaire. Mouvement bénévole féminin mondial, nous travaillons ensemble pour transformer la vie des femmes et des filles. Notre réseau d'environ 72 000 membres de clubs dans 121 pays travaille aux niveaux local, national et international pour éduquer, autonomiser et permettre des opportunités pour les femmes et les filles afin de parvenir à l'égalité entre hommes et femmes.

L'organisation du Soroptimist repose sur ses clubs locaux et des branches régionales, réunies au sein de cinq fédérations : Europe, Amérique(s), Afrique, Grande-Bretagne-Irlande, Asie du Sud-Est- Pacifique

Le Soroptimist est accrédité par l'ECOSOC auprès des Nations Unies et à ce titre est représenté auprès de sept agences de l'ONU.

Notre slogan : *"Une voix universelle pour les femmes"* notre devise *"Comprendre, défendre, entreprendre"*

Origine et motivations d'un projet pour l'éducation des filles

Notre devise implique de savoir profiter des opportunités pour mettre en œuvre les projets correspondants à nos objectifs.

Mboro, Sénégal

Un membre du club Soroptimist de Paris-Neuilly, (France) ayant des attaches personnelles au Sénégal s'est établi à Mboro, petite ville dans la région rurale des Niayes, située sur le littoral, à une centaine de km au Nord de Dakar dans le département de Tivaouane, région de Thiès. Doté d'une belle plage, mais encore peu touristique, Mboro, avec son village traditionnel de pêcheurs et ses fertiles terres maraîchères, est aussi le siège des Industries Chimiques du Sénégal qui a pour activité l'extraction et la transformation des phosphates.

La population de la commune, d'une superficie assez étendue, s'élève à environ 15 000 habitants



Photo Soroptimist International

Les activités de cette association se sont multipliées au fil des ans et sont polyvalentes

répartis entre un gros bourg réunissant les services collectifs principaux, le marché et les commerces et plusieurs villages de pêcheurs ou agriculteurs, parfois excentrés de plusieurs kilomètres. Certains sont encore privés d'accès par une route carrossable et sans adduction d'eau ni électricité. Les puits bénéficient heureusement d'une nappe phréatique généreuse. Encore faut-il que l'entretien évite l'ensablement et préserve la potabilité.

L'ASEM

Madame F. a intégré dès son installation une association locale "Alliance pour la Solidarité et l'Entraide de Mboro" (ASEM) fondée par des Sénégalais et des Français expatriés. Cette

association s'est rapidement distinguée par son dynamisme, sa gestion intègre, et le succès de ses activités variées en faveur des populations modestes. Le statut officiel d'ONG lui a été reconnu en 2006 par le gouvernement. Les autorités locales ont salué à cette époque l'efficacité de ses dispositifs de prévention pour les pêcheurs et les jeunes baigneurs, réduisant à presque néant le nombre des noyades d'une grande fréquence sur ce rivage fouetté par "la barre" (une vague dangereuse à franchir pour s'éloigner de la plage à la nage comme en pirogue).

Les activités de cette association se sont multipliées au fil des ans et sont polyvalentes : campagnes de sensibilisation des habitants à la propreté de la ville et des environs, lutte contre le VIH et la malaria, entretien des puits, en passant par la création de latrines publiques, d'un dispensaire, d'une école maternelle, d'une bibliothèque pour tous, de classes d'alphabétisation et de formations techniques pour les jeunes.

L'ASEM reçoit évidemment des subventions publiques mais surtout fonctionne avec du bénévolat et des dons de particuliers et d'autres organisations locales ou françaises.

Un partenariat

Par l'intermédiaire du membre du club résidant à Mboro une partie de l'année, au cours de leurs visites amicales, les autres

L'ASEM consciente de ce problème a trouvé avec l'appui du club Soroptimist un des moyens de proposer à ces jeunes filles une évolution vers l'autonomie

membres du club ont découvert Mboro et fait la connaissance de l'ASEM. Le club Soroptimist de Paris-Neuilly (rebaptisé Paris-Cité en 2018) s'est engagé sur un partenariat, ayant évalué la qualité de ce partenaire local indispensable pour la conduite d'un projet par des promoteurs éloignés.

En réponse à des besoins

Pour les familles rurales, l'école est souvent loin, les besoins d'équipements scolaire pesant pour les plus modestes et les exigences d'aide à la maison, dans les champs et à la pêche priment sur la poursuite des études des enfants au-delà de l'élémentaire obligatoire.

Le choix le plus fréquent est de ne maintenir à l'école que certains

des enfants, ceux qui réussissent mieux mais surtout, les garçons.

Les filles souvent déscolarisées pré-adolescentes, absorbées par les tâches ménagères et l'aide à l'éducation des plus petits, perdent en large part les acquis de base, lecture, écriture et calcul. Cet illettrisme pèse sur leur avenir, en tant que femme au foyer, gérante des besoins quotidiens et éducatrice des enfants et a fortiori en cas de nécessité d'autonomie financière pour des raisons personnelles ou une détresse familiale.

Les étapes de réalisation

L'ASEM consciente de ce problème a trouvé avec l'appui du club Soroptimist un des moyens de proposer à ces jeunes filles une évolution vers l'autonomie en leur donnant, comme aux garçons, une formation dans une activité génératrice de revenus, en l'occurrence pour ces filles, la couture.

Une activité génératrice de revenu

Au Sénégal cette activité est soutenue par la quasi-absence de prêt-à-porter dans les zones rurales et l'attachement aux costumes traditionnels dont la confection est confiée aux artisans locaux ainsi que celle du linge de maison.

L'atelier a donc démarré en 2003, en forme de test, pendant trois ans, pour une dizaine de jeunes filles issues des familles de pêcheurs voisins, avec des



Photo Soroptimist International. Le forage



Photo Soroptimist International. Formation

cours bimensuels dans une salle de réunion de l'association, quelques machines à coudre mécaniques (pas d'électricité), et une animatrice bénévole. Le Soroptimist a financé les machines, leur entretien, et les fournitures de couture nécessaires à chaque élève.

Des difficultés matérielles normales pour un rodage ont été rencontrées : l'inadéquation du local situé près de la plage, exposé à l'air marin très mauvais pour l'entretien de machines à coudre, comme pour les ciseaux et aiguilles, l'absence d'électricité, ne permettant pas la maîtrise de machines plus performantes, le décentrement du lieu ne donnant pas un accès facile à toutes les postulantes alors que cette création d'atelier éveillait l'intérêt de nombreuses familles.

Formation professionnelle

En ce qui concerne l'enseignement, bien que les premières élèves formées aient effectivement pour la plupart d'entre elles, mis en valeur et exploité leur apprentissage, le système mis en place ne pouvait pas être pérennisé en répondant à une augmentation du nombre des apprenties et surtout était trop informel pour viser les débouchés professionnels.

Il est apparu assez rapidement que la formation devait être plus soutenue et soumise à un programme d'apprentissage progressif en difficulté pour permettre d'accéder au marché du travail, au-delà des activités d'appoint exercées à la maison. (Sans éliminer les possibilités offertes par le travail à domicile) Il fallait s'appuyer sur un enseignement assuré par un(e) professionnel(le) dans un lieu adéquat.

La formation actuelle est un cycle de trois ans et s'achève par un examen à l'issue duquel un jury de professionnels locaux décerne un diplôme. Pour susciter une émulation, les meilleures élèves diplômées sont dotées d'une machine à coudre. Chaque année de nouvelles élèves de première année remplacent les diplômées qui quittent le cours.

L'atelier est aujourd'hui installé en centre-ville favorisant un accès pour les jeunes filles des divers quartiers des environs. La subvention annuelle du

La population à qui est destinée cette formation est celle des familles les plus modestes.

Soroptimist permet l'acquisition et l'entretien des machines électriques ainsi que des outils et matières premières, et la rémunération de l'enseignante. Des particuliers et autres associations amies de l'ASEM apportent aussi des dons. Enfin, les élèves confectionnent maintenant des ouvrages qui sont vendus au bénéfice de l'atelier (sacs, trousse et bourses, linge de maison, vêtements pour enfants.)

La population à qui est destinée cette formation est celle des familles les plus modestes. On ne leur demande aucun droit d'inscription. Au cours de ces années, une centaine de jeunes filles ont pu y accéder. Diplôme valide en poche, certaines sont employées par des professionnels locaux, ou même ailleurs (Thiès ou Dakar) d'autres travaillent pour

leur propre compte ou après leur mariage, utilisent leur savoir-faire dans leur vie de mère de famille.

Dans les récentes années, la couture a été complétée par la sérigraphie et la teinture, diversifications très complémentaires

Alphabétisation

Et surtout, l'ASEM ayant développé un programme de classes d'alphabétisation pour les femmes, les jeunes filles illettrées de l'atelier couture ont été intégrées à ces classes qu'elles suivent simultanément à leur apprentissage. La question de l'autonomisation n'est pas totalement résolue par l'acquisition d'un savoir-faire. Si les techniques traditionnelles ont permis autrefois à de nombreux artisans d'exercer des talents sans être instruits dans le système scolaire, cette possibilité d'autonomie devient très peu probable avec l'évolution actuelle exigeant un minimum de connaissances pour maîtriser des outils devenus usuels : un téléphone portable, une calculette, un mode d'emploi d'appareil banal, un plan des autocars, des services bancaires de base.

Citation authentique de Mme X, 40 ans, qui a appris à lire et écrire en classe d'alphabétisation : *"Je vais pouvoir prendre toute seule le bus pour aller vendre les légumes au marché maintenant que je sais lire les directions sur les panneaux et le bus et les horaires sur mon téléphone."* Edifiant non ?



Photo Soroptimist International. Production.



Photo Soroptimist International. Vente des produits

La personnalité des jeunes filles change : confiance en soi, fierté de pouvoir créer et générer des ressources financières, développement de l'initiative, intégration dans un réseau social...

Pilotage et évolution

Le bon fonctionnement de l'atelier, les progrès de l'enseignement, sont suivis depuis l'origine par les responsables de l'ASEM, et le club Soroptimist qui est régulièrement informé entre ses visites.

Suivi

Le club Soroptimist reçoit les comptes, les résultats des examens et toutes les nouvelles transmises par un superviseur qui passe régulièrement à l'atelier. Chaque année une délégation de membres du club se rend sur place (visite annuelle empêchée en 2020 par la COVID). La visite (toujours très festive) permet un bilan incluant la rencontre avec les jeunes filles en formation et leur monitrice, le point sur les fournitures et les outils, la situation financière, les ajustements et les projets pour la suite.

Le succès entraîne des inscriptions en liste d'attente.

Un développement est à l'étude mais demande un financement supplémentaire et également, pour les opérateurs locaux notamment, des possibilités en terme d'espace d'accueil.

Impact

L'impact de cet apprentissage sur les bénéficiaires n'est pas seulement l'acquisition d'une compétence technique. La personnalité des jeunes filles change : confiance en soi, fierté de pouvoir créer et générer des ressources financières, développement de l'initiative, intégration dans un réseau social qui leur a manqué en restant à la maison...

A chaque visite nous rencontrons des nouvelles élèves intimidées et presque muettes que nous retrouvons souriantes enjouées et sûres d'elles un an plus tard. Pour fêter notre dernière venue, une petite saynète avait été jouée par trois jeunes filles, démontrant ainsi l'assurance qu'elles ont prise. Quant au scénario qu'elles ont imaginé : la complainte de l'une d'entre elles à ses parents : "Je ne suis bonne à rien sauf quelques tâches domestiques, je ne sais rien faire, même pas réparer ma robe, je suis ignorante et j'ai honte" pour demander de rejoindre l'atelier de couture. La fin, évidemment heureuse, a ému les visiteuses en leur permettant "en live" de mesurer l'utilité de leur engagement.

[Retour au sommaire](#)

Stratégie pour une école inclusive

Aïcha BAH DIALLO

Ancienne Ministre de l'éducation de Guinée Conakry, ancienne Sous Directrice Générale pour l'Education à l'UNESCO , Présidente du REPTA, consultante internationale



Le Président Thabo MBEKI a déclaré en 1999: *"Aucun pays au monde n'a jamais atteint le développement durable sans un système éducatif efficace, sans un enseignement primaire solide universel, sans un enseignement supérieur et une recherche efficaces, sans l'égalité des sexes et des chances en matière d'éducation"*.

Une éducation inclusive, tout au long de la vie, ouverte également aux filles et aux garçons dans un souci de démocratisation et de survie individuelle et communautaire, doit être déclarée priorité nationale. Elle doit faire partie intégrante des programmes de développement pour qu'elle ait un impact véritable sur la vie économique et sociale du pays.

La dimension du genre doit être intégrée pleinement, dans une vision globale des problèmes d'éducation et de formation.

Voici quelques propositions pour développer une stratégie capable d'atteindre cet objectif.

Mettre en place un système de pilotage efficace

Les politiques éducatives ne peuvent atteindre leur but si elles ne sont pas conduites à partir d'objectifs clairs dont la réalisation doit être objectivement évaluée. Il importe donc de :

- Mener des études ethnologiques et des enquêtes auprès des populations pour une meilleure planification des programmes éducatifs, à partir d'objectifs précis, avec des stratégies de mise en œuvre et de suivi cohérentes et le tout dans un cadre intégrateur de lutte contre la pauvreté.
- Prendre en compte simultanément l'accès de tous à l'éducation et la qualité des programmes éducatifs, mener des actions de recherche et d'évaluation pour identifier clairement les lacunes afin de les combler.

Les politiques éducatives ne peuvent pas se limiter à l'éducation formelle.

Sensibiliser l'opinion et bâtir des partenariats

Pour faire réussir le système éducatif, la mobilisation de toutes les énergies est nécessaire. Il importe donc :

- D'instaurer un dialogue à tous les niveaux avec toutes les parties prenantes : les parents et amis de l'école, les enseignants et leurs syndicats, les centres de recherches, les jeunes (élèves et étudiants), les ONGs, les départements ministériels (santé, jeunesse, coopération, communication, administration du territoire, la justice, fonction publique, finances, etc. l'assemblée nationale), la diaspora et le secteur privé.
- De lancer des campagnes de sensibilisation pour impulser et faciliter ce dialogue national et créer un intérêt pour l'éducation. Une campagne multimédia fera passer les messages appropriés: spots à la télé, chansons, drames, émissions radios, communication interpersonnelle.
- De sensibiliser et impliquer les responsables religieux, les leaders d'opinion (en Afrique les griots), faire du porte à porte, impliquer les hommes car ce sont eux qui prennent, en général, les décisions au niveau familial. Les femmes scientifiques doivent intervenir en tant que "role model"

dans les écoles secondaires pour encourager les filles à s'orienter vers les sciences et la technologie.

- D'encourager le secteur privé à apporter une contribution financière à la formation des jeunes à partir de l'analyse de ses propres besoins et des ressources humaines qu'il recherche.

Prendre en compte tous les systèmes éducatifs et faciliter les passerelles de l'un à l'autre

Les politiques éducatives ne peuvent pas se limiter à l'éducation formelle. Il faut donc :

- Prendre en compte tout à la fois le système éducatif formel, l'éducation non formelle et l'alphabétisation en prévoyant des passerelles entre ces différents systèmes d'apprentissage.
- Permettre à ceux qui ont décroché de reprendre leurs études ou de prévoir d'autres approches pour satisfaire leurs besoins d'apprentissage.
- Porter, à cet égard, une attention particulière aux filles. Pour ce faire, développer des programmes spécifiques répondant à leurs besoins. L'éducation non formelle (ENF) est souvent l'approche utilisée en partenariat avec les ONG.
- Des passerelles entre les



Aucun enfant ne doit être privé de son droit à l'éducation.

centres d'éducation alternative accueillant les enfants exclus et les écoles du système formel sont des expériences réussies dans plusieurs pays. Les centres "NAFA", en Guinée, donnent un exemple intéressant de ce qui peut être fait pour prendre en charge les enfants exclus de l'école (voir l'encadré plus loin). Les innovations réussies doivent être mises à l'échelle par les gouvernements.

Rendre le système éducatif plus inclusif

Aucun enfant ne doit être privé de son droit à l'éducation. L'éducation doit être inclusive. Il importe donc :

- D'élargir l'accès à l'éducation en veillant à la qualité et la pertinence de l'enseignement (cela implique des coûts d'éducation accrus).

- De porter une attention particulière aux groupes les plus vulnérables surtout les filles, mais aussi les enfants des minorités ethniques, ceux qui sont meurtris par la violence (en Afrique, les "petits sorciers", les albinos..), les handicapés, ceux des bidonvilles, les enfants atteints du SIDA ou orphelins du SIDA, les enfants nomades, les enfants pêcheurs.
- De prendre en compte les besoins spécifiques des filles, par exemple leur donner des serviettes hygiéniques et leur expliquer comment les utiliser.
- De réinsérer les adolescentes mères dans le système éducatif.
- De créer un environnement favorable à l'apprentissage: une infirmerie, des toilettes séparées pour les filles et les garçons, une cantine avec un repas par jour, de l'électricité, un centre d'écoute et de conseils, et une tolérance zéro pour toute violence.

Améliorer la qualité de l'enseignement

Il ne suffit pas de faciliter l'accès à l'éducation, il faut aussi améliorer sa qualité. Diverses mesures doivent être prises à cet égard :

- Accorder à la petite enfance une attention plus soutenue, l'influence des premières années s'exerçant tout au long



**L'alphabétisation doit-
être fonctionnelle
et pour les femmes,
liée à des activités
génératrices de revenus
et à des programmes
de crédits**

de la vie de l'enfant.

- Introduire les langues maternelles dans l'enseignement. S'assurer que les maîtres sont formés, que les moyens didactiques sont développés, que les parents acceptent la politique avec le choix de la ou des langues et le moment d'introduire la langue étrangère.
- Accorder une place importante à l'alphabétisation pour satisfaire les besoins fondamentaux des jeunes et des adultes. L'alphabétisation doit-êtr fonctionnelle et pour les femmes, liée à des activités génératrices de revenus et à des programmes de crédits. En même temps prévoir les moyens d'alléger les travaux ménagers (garderies communautaires, moulins, points d'eau, transports: charrettes, ânes).
- Revaloriser la place de l'enseignement technique et professionnel et développer des compétences professionnelles et techniques critiques pour la valorisation du potentiel et des atouts de développement dans les secteurs formels et informels de chaque pays, allant au delà du système classique d'enseignement technique et professionnel. Ces compétences devront cibler la demande actuelle et future de l'économie, de la société et du marché du travail afin de résoudre en partie le chômage des jeunes.
- Prendre en compte l'intégration des techniques de l'information et de la communication (TIC), la préservation des ressources naturelles et de l'environnement tout au long de la formation des jeunes.
- Avoir des systèmes d'enseignement supérieur diversifiés et de plus en plus professionnalisants pour contribuer efficacement à la construction d'économies et de sociétés basées sur le savoir. Envisager des mesures sociales pour les femmes "crèches, emplois du temps flexibles".
- Encourager le développement de compétences endogènes et la dissémination

La volonté politique des Etats doit se manifester par une priorité octroyée au secteur de l'éducation et des choix budgétaires clairs

de connaissances et d'innovations.

- Avoir davantage d'enseignants bien formés, sensibles à l'égalité femmes-hommes, motivés, avec des conditions de vie et de travail meilleur.
- Avoir des moyens didactiques suffisants sensibles à l'égalité femmes-hommes.
- Mettre en place des mécanismes de suivi précis avec des indicateurs clairs, mesurables. Les évaluations du niveau des enfants montrent si les enfants apprennent réellement. Des recherches-actions régulières permettront d'identifier les lacunes afin d'y remédier.

Des politiques gouvernementales et inter-gouvernementales ambitieuses

La volonté politique des Etats doit se manifester par une priorité octroyée au secteur de l'éducation et des choix budgétaires clairs.

Les gouvernements sont responsable des systèmes éducatifs et doivent coordonner toutes les interventions et toutes les aides venant des institutions multi et bilatérales. Il s'agit entre autres de :

- Mobiliser les ressources humaines et financières dans la durée et rechercher de nouvelles ressources

potentielles.

- Impliquer les partenaires techniques et financiers (institutions multi et bilatérales), les ONG internationales pour un soutien technique et financier.
- Utiliser les ressources extérieures avec efficacité et efficacité.
- Mettre en place une gestion institutionnelle assainie et décentralisée, proche des populations, pour garantir le bon usage des fonds alloués à l'éducation.
- Instaurer une coopération inter-gouvernementale permettant aux pays d'apprendre les uns des autres et de créer un partenariat au niveau régional et international pour réussir à apporter aux politiques éducatives un changement qualitatif, une nouvelle stratégie pour une vision de l'avenir sensible au genre en prenant en compte le rôle du savoir et de l'innovation.

Conclusion

Il est important que les hommes soient impliqués dans ce processus de développement d'une éducation plus inclusive fondée sur l'égalité de genre, afin qu'ils comprennent que la sauvegarde, la stabilité et l'intégrité familiale exigent une responsabilité partagée.



**Hommes et femmes
doivent éduquer
leurs enfants sans
discrimination et leur
inculquer les valeurs
de respect mutuel et
d'égalité**

C'est ainsi que les relations entre hommes et femmes cesseront d'être fondées sur la domination mais s'établiront durablement sur des relations d'égalité, de respect, d'écoute et de bienveillance.

Hommes et femmes doivent éduquer leurs enfants sans discrimination et leur inculquer les valeurs de respect mutuel et d'égalité. Cela aura un impact positif sur l'école à tous les niveaux. Filles et garçons auront un comportement respectueux vis à vis des uns et des autres.

L'école cessera de reproduire les relations de pouvoirs et les pratiques de domination qui prévalent dans les milieux où vivent les enfants. Il y aura moins de violence à l'école.

Pour Mayra BUVINIC (Banque Mondiale), il ne faut pas considérer les femmes comme des victimes, elles peuvent être

des facteurs de changement. En les considérant comme des agents économiques et en consentant un investissement à leur égard, on opte pour un moyen judicieux de reconstruire les économies du monde.

"L'éducation des filles est le meilleur outil de développement qui soit." (Koffi ANNAN).

"Excluez les filles et les femmes, et vous renoncez à 50% de votre matière grise, à 50% de votre génie créatif, et à 50% de vos forces économiques". (Irina BOKOVA, ancienne Directrice Générale de l'UNESCO).

[Retour au sommaire](#)

Pour les filles de Guinée, les écoles Nafa : une seconde chance

Le mot «Nafa» n'est pas un sigle, c'est un substantif qui signifie dans la plupart des langues guinéennes "bénéfice, intérêt évident".

"Les élèves des centres Nafa ont un point commun. Elles ont quitté l'école à un jeune âge ou ne sont jamais allées à l'école pendant leur enfance pour un certain nombre de raisons, économiques ou socioculturelles. Jusqu'à une date récente, beaucoup de parents considéraient que l'école n'était que pour les garçons. Les filles devaient rester à la maison pour prendre soin des plus jeunes membres de la famille et contribuer aux travaux ménagers. Dans les zones rurales, l'éducation des filles était considérée comme un investissement sans aucune valeur. Cette mentalité évolue lentement grâce à des campagnes de sensibilisation du public aux droits des enfants, à la disparité des sexes et aux avantages qu'apporte l'éducation à l'ensemble de la communauté, mais cette évolution se fait lentement", explique Michèle Akan Badarou dans un article publié par l'UNICEF - [https://www.unicef.org/french/infobycountry/guinea_41281.html].

La réalisation des Centres Nafa (ou Ecoles de la Seconde Chance) s'inscrit dans la droite ligne de la mise en œuvre des grandes orientations stratégiques en matière d'éducation du Gouvernement guinéen. Ces centres regroupent les jeunes déscolarisés ou non scolarisés de 10 à 16 ans. Leurs objectifs généraux sont les suivants :

- Contribuer à assurer l'éducation de base pour tous,
- Aider les enfants exclus du système formel à mieux participer au développement, à

la promotion de leur terroir et à s'y insérer harmonieusement.

- Faire acquérir aux jeunes déscolarisés ou non scolarisés des connaissances instrumentales (lecture, calcul, écriture) en vue d'accroître leurs performances dans la pratique des activités quotidiennes.
- Développer le savoir, le savoir-faire et le savoir-être permettant à ces jeunes de comprendre, de transformer positivement et de sauvegarder leur environnement, de s'insérer harmonieusement dans les activités socio-économiques de leur localité et surtout de favoriser les meilleures pratiques d'hygiène, de santé, de sécurité et de droit.
- Offrir la chance d'accéder au formel, à ceux qui en ont la capacité et le désir, en leur permettant de continuer à apprendre et de rattraper leurs camarades en 3 ans contre 6 ans en moyenne à l'école élémentaire.
- Eliminer des disparités éducatives entre zones rurales et urbaines, et entre filles et garçons.

L'effectif approximatif des apprenants des Centres Nafa est estimé à 7.644 personnes, sur une capacité de 10.020 (sur la base de 60 apprenants par centre pour 167 centres). Pour les 167 centres existant, on compte 6.878 filles, à savoir 90% de l'effectif actuel. Depuis leur création en 1993, les Centres Nafa ont assuré la formation de plus de 15.000 apprenant(e)s qui travaillent à s'insérer dans la vie active, avec une priorité donnée au milieu rural et aux filles. Les centres Nafa présentent les avantages suivants :

Par rapport au système formel, on relève la faiblesse du ratio apprenants/animateur, les méthodes innovantes d'apprentissage et l'adaptation au milieu.

Dans les localités où ils sont installés, les Centres Nafa contribuent au progrès de l'agriculture de base et à la multiplication des activités productives, ainsi qu'à l'amélioration des conditions d'hygiène de base .

Les parents sont particulièrement satisfaits par certains aspects des Centres Nafa comme la participation locale, la négociation du temps d'apprentissage ainsi que le rapport école-milieu.

L'enseignement non formel dispensé dans les Centres Nafa renforce le système formel et contribue à le promouvoir auprès de populations marginalisées, qui redécouvrent grâce à lui la scolarisation.

(Source UNICEF : https://www.unicef.org/french/infobycountry/guinea_41281.html)

AU NORD MALI, UNE ONG HORS DU COMMUN

Tassaght

<https://tassaght.org/accueil>



L'ONG Tassaght, qui opère au Nord Mali, nous a donné plusieurs photos pour illustrer les articles de ce numéro. Nous reviendrons sur cette organisation remarquable. Tassaght intervient en particulier pour soutenir la scolarisation des filles.

Vision

La Vision de TASSAGHT est celle d'une société solidaire et responsable, basée sur des fondements de liberté et de justice.

Mission/But

- Réduire la pauvreté, la précarité et la souffrance sous toutes ses formes dans les zones d'intervention
- Assurer le mieux être des communautés partenaires par des actions de développement en mettant au premier plan leur participation et leur responsabilisation.

Objectifs

- Apporter assistance et conseil aux communautés rurales par toutes sortes d'activités en vue d'assurer leur bien être social, culturel et économique.



Cérémonie de distribution de kits scolaires

A vocation humanitaire, apolitique et sans but lucratif, l'ONG TASSAGHT opère depuis 1985 en faveur des communautés rurales maliennes pour un développement humain durable

- Encourager et soutenir toutes les initiatives locales relatives à l'entreprise collective en établissant des ressources durables.

A vocation humanitaire, apolitique et sans but lucratif, l'ONG TASSAGHT opère depuis 1985 en faveur des communautés rurales maliennes pour un développement humain durable, à travers des projets et programmes en partenariat avec des gouvernements et organisations internationales et locales.

TASSAGHT intervient dans les régions de Gao, de Ménaka, de Kidal, et de nouvelles interventions dans les régions de Ségou, de Mopti depuis 2018, plus Tombouctou en 2019.

Les domaines d'intervention clés sont : Sécurité alimentaire, Education, Bonne gouvernance, Pastoralisme, Santé-Nutrition, Hydraulique, Equité Genre, Atténuation de changement climatique, Prévention et gestion de conflits, Recherche Action, Agro écologie, Plaidoyer/ Lobbying.

Depuis Mai 2013, TASSAGHT a développé un système de veille informative en milieu pastoral en s'appuyant sur des collecteurs de données au niveau communautaire et la téléphonie mobile en partenariat avec Orange Mali et la SNV. Cette veille a porté sur des données sur les pâturages, les sources d'eau, et les droits humains.

[Retour au sommaire](#)

Cour commune

Michel SEYRAT



Illustrations D. BENARD

Depuis la maternelle, Abel, Boris, Chérif, David, Éric et Farouk sont élèves de l'école des Collinettes et se retrouvent le mercredi soir

et le dimanche soir au pied d'un grand platane qui trône sur la place devant l'école. Au CM2, ils se sont appelés Les Associés du Grand Platane.

Ils ont choisi ce nom à cause de monsieur Maurice, le gardien du jardin, qui leur avait suggéré de faire le concours photos du conseil municipal des jeunes : Flashez le quartier avec votre portable. Après une vive discussion pour choisir un lieu et un sujet : les pigeons qui boivent à la fontaine ou la vieille maison tordue de la rue des Potiers, Farouk avait suggéré :

- Et pourquoi pas notre platane,
- Ah oui, ça serait original, et il est vachement beau, avait renchéri Boris.
- Super idée, on le photographie tous les six, ...
- ... et que le meilleur gagne ! avait ajouté David.
- On pourrait faire le concours tous sous le même nom, avait

proposé Chérif, décidément inspiré, par exemple Les Associés du Grand Platane, ça sonne bien, non ?

- Ouais, ça fait sérieux, avait remarqué Abel.

- Et comme ça, si un seul gagne, on aura tous gagné, remarqua Éric.

- Allez, on s'inscrit au concours et on charge nos portables à fond, avait conclu Abel.

Dès le lendemain, ils avaient photographié leur arbre vedette sous tous les angles et, au bout du compte, avaient gagné trois prix.

Il faut dire que c'était réellement un bel arbre, devenu désormais le témoin silencieux de leurs exploits et l'emblème de leur groupe.

Dans cette classe, une équipe de filles qui habitent le même pâté d'immeubles au 42 rue des Pins, et viennent à l'école ensemble, se sont aussi fait connaître sous le nom de Compagnie du 42, parce que Marie avait déclaré un jour :

- C'est comme dit mamie quand elle reçoit ses voisines : on se tient compagnie...

Et elles avaient conservé ce nom : la Compagnie du 42. Avec les Associés du Grand Platane, cela forme une joyeuse bande bien connue à l'école des Collinettes et dans tout le quartier. Pour vous en donner une idée, voici un de leurs exploits.

C'était à la rentrée des vacances

d'hiver, début mars, en chemin vers l'école, la Compagnie discutait fort. Alice revenait de chez sa tante Nathalie, journaliste qui écrivait un article sur la Journée Internationale des Femmes, le 8 mars et depuis Alice trouvait que, décidément, à l'école des Collinettes, on se préoccupait bien peu des droits des filles.

- Bah, tu sais bien, avait dit Marie blasée, on fait des panneaux, des rédacs, des débats, et le lendemain rien n'a changé.

- De toute façon, les garçons crient et s'agitent et nous on laisse faire, avait répondu Nadia pourtant plutôt bagarreuse d'habitude.

- On n'est pas les plus malheureuses du monde, avait rétorqué Aïcha, toujours généreuse, Y a des filles de notre âge qui font des kilomètres à pieds pour aller chercher l'eau de la famille.

- C'est vrai, avait repris Louise, mais j'ai quand même une proposition à vous faire pour suivre la remarque d'Alice que j'approuve, c'est une idée qui me trotte dans la tête depuis longtemps...

Et leur discussion était devenue très passionnée.

Arrivées à l'école des Collinettes, elles s'étaient mises d'accord et, si la directrice acceptait leur projet, il allait y avoir une révolution, le 8 mars, dans cette école bien tranquille.

Pour aller plus vite, passons sur



la discussion entre Madame la Directrice, Alice, Louise et Nadia, les débats de Clara et Manon avec les Associés du Grand Platane qui finalement avaient accepté de relever le défi.

Et voilà le 8 mars.

En entrant dans la cour de l'école, le matin, les élèves eurent la surprise de la voir partagée en deux moitiés égales par des rubans de chantier rouge et blanc. Tout le long de cette séparation, la Compagnie et les Associés expliquaient inlassablement que l'espace de jeu devait être partagé équitablement entre les filles et les garçons.

- Les garçons prennent presque toute la place avec leurs ballons, leurs bousculades, leurs courses et leurs bagarres, et nous, pour être tranquilles nous nous réfugions dans les coins. Nous voulons un partage équitable et paritaire de la cour de récré, expliquaient les filles de la Compagnie.

- Aujourd'hui, répétaient les Associés, c'est les garçons d'un

côté et les filles de l'autre, moitié-moitié, pour voir l'effet que ça fait, et demain surprise pour tout le monde.

Alors évidemment, les râleurs et râleuses habituels râlaient, les poussins du club de foot protestaient qu'on gênait leur entraînement, les garçons se heurtaient souvent à la barrière en ruban et les filles se perdaient un peu dans leur moitié, mais à la fin de la récré de l'après-midi, tout ça s'était arrangé.

Aux reproches, la Compagnie et les Associés répondaient invariablement : vous verrez demain, tout ira mieux.

Ce qui allait se passer le lendemain, c'était Madame la Directrice qui en avait eu l'idée :

- Je suis d'accord avec vous pour cette démonstration, avait-elle dit, mais l'égalité, ce n'est pas la séparation, alors voilà ce que je vous propose pour le 9 et le 10 mars.

L'idée de la directrice avait beaucoup plu et le 9 mars, en effet, à la récré du matin, la Compagnie et les Associés enlevèrent solennellement les rubans séparateurs pendant que Madame la directrice déclarait, après avoir demandé le silence :

- Les filles comme les garçons ont le droit de jouer sur toute la surface de la cour et je vous encourage à développer des jeux en commun. Pour le démontrer j'ai invité des joueuses de l'équipe féminine de foot de la ville, qui

vont entraîner les filles comme les garçons à quelques passes difficiles. Et demain, j'ai invité des basketteurs.

Six joueuses de foot entrèrent alors en courant dans la cour de l'école, avec des ballons aux pieds et commencèrent à faire des passes que chacune et chacun eut à cœur de renvoyer au mieux.

Madame la Directrice regardait d'un air satisfait les garçons prendre des leçons avec des footballeuses et les filles se faire des passes très réussies en plein milieu de la cour, grâce aux conseils de leurs consœurs.

En retournant vers son bureau, elle s'approcha de Louise et lui dit à l'oreille :

- Tu avais raison, il faut oser, et ça marche.

Et le lendemain ce fut au tour des basketteurs qui couraient très vite en zigzagant de révéler leurs secrets pour réussir des paniers, quelle que soit sa taille, de 1 mètre 30 à 2 mètres 10 ! même que les élèves du CP avaient un peu peur qu'un de ces géants les confonde avec un ballon...

Depuis, dans la cour de cette école, grâce à la Compagnie du 42 et aux Associés du Grand Platane, les garçons et les filles jouent ensemble sur toute la surface de la cour, ce qui n'est pas souvent le cas dans les autres écoles, comme chacun peut le constater. Et si la règle n'est pas respectée, un groupe de quatre juges, deux garçons et deux

filles, créé par Abel et Louise, la rappelle. Au commencement, les juges n'arrivaient pas à jouer à la récré, car il y avait tout le temps des plaintes, mais maintenant les habitudes sont prises et les juges peuvent jouer tranquillement.

- Dites-moi, demanda madame la Directrice à madame Champoussin quelques jours plus tard, est-ce que je me trompe ou est-ce qu'il y a bien des équipes mixtes dans le coin de la cour consacrée au foot ?

- Oui, c'est nouveau, il y a même des filles que les équipes s'arrachent ! Je suis allé regarder quelques matchs et ça se passe plutôt bien.

- Les footballeuses que nous avons reçues m'ont dit qu'elles avaient signalé aux élèves qu'il existait un championnat de foot d'équipes mixtes de sept : trois garçons, trois filles et une ou un gardien de but. Vous croyez que cela les inspire ?

- Je n'ai pas compté de près les équipes, mais c'est bien possible. Pourvu que nos garnements Associés autour de leur platane n'aient pas déjà alerté le Comité Olympique pour promouvoir ce sport nouveau !

- Ah, ça, avec eux tout est possible !

Madame la directrice n'était pas loin de la vérité. Quelques jours plus tard elle trouvait dans son courrier une épaisse enveloppe en provenance de la Fédération de Korbball de France. La FKF lui



disait que ce dossier lui parvenait à la suite de la demande d'un groupe d'élèves de son école de s'initier au Korfbal, ou balle-au-panier si on traduisait du néerlandais.

- Mais qu'est-ce qu'ils sont encore allé chercher ? Jamais entendu parler de ça.

Toutefois, en lisant les documents envoyés, elle comprit mieux ce qu'était le korfbal et pourquoi les élèves du CM2 avaient contacté cette FKF mystérieuse. Pour en avoir le cœur net, elle convoqua Louise, Nadia, Abel et Chérif à la récréation de l'après-midi.

- C'est à vous que je dois cette proposition de la fédération de korfbal, demanda-t-elle en butant un peu sur ce mot nordique ?

- Oui, madame la directrice répondit spontanément Louise, j'ai vu des équipes jouer cet été et je trouve que ce serait aussi bien dans la cour que le foot. C'est plus simple et moins violent. Le terrain est petit, les paniers sont faciles à installer et à enlever et c'est nouveau et spectaculaire.

- Et maintenant qu'on a pris l'habitude de jouer ensemble, les équipes mixtes, c'est vraiment bien, et le korf c'est toujours mixte, et il faut beaucoup faire de passes.

- Je vois que vous vous êtes renseignés, et, selon vous, que dois-je faire maintenant ?

Chérif sentant que madame la directrice commençait à les trouver un peu trop audacieux ou insolents reprit, à voix douce :

- Oh, juste accepter une séance de démonstration à une récréation, il y a une équipe pas loin, et comme ça vous pourriez décider.

- Allons, je vois que vous avez tout combiné ! vous êtes incorrigibles ! Enfin, après tout, cela peut faire connaître en bien notre école.

C'est ainsi qu'aux beaux jours, le korfbal fit son entrée dans la cour de l'école des Collinettes, deux équipes mixtes de huit, deux poteaux de 3 m 50 supportant de drôles de paniers ronds sans fond et un ballon genre ballon de foot. Et un actif jeu de passes, car il est interdit de marcher avec le ballon.

- Bien sûr dit la capitaine de l'équipe et présidente du club local, on peut tout adapter à la taille des élèves et aux dimensions de la cour, mais j'ai l'impression que vos enfants ont aimé notre séance, non ?

Et oui, ils avaient aimé.

L'heureux retour de monsieur Duroc, à mi-temps, à peu près remis sur ses deux jambes et avec une nouvelle moto, permit aux fans de ce sport d'y jouer certains jours, car, comme il ne pouvait guère courir pendant les leçons de sport, il faisait un excellent arbitre. Certains disent que madame Champoussin elle-même assistait aux matchs avec beaucoup d'enthousiasme.

La Compagnie du 42 et les Associés du Grand Platane avait prolongé « le 8 mars » sur tout le trimestre en faisant jeu égal entre filles et garçons.

Note : *la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) a lancé en septembre 2019 un championnat de foot mixte par équipe de sept : trois garçons et trois filles et un gardien de but d'un sexe ou de l'autre.*

[Retour au sommaire](#)



Cette publication est sous licence Creative Commons :

Sous réserve de la mention d'Approches Coopératives et du nom de l'auteur, le titulaire des droits autorise l'exploitation de l'œuvre originale.

Pour trouvez d'autres livres et publications gratuites et s'abonner à la newsletter :

<https://approchescooperatives.org>

